



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2024-01-16/2024-01-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mardi 16 janvier.

Au moins 55 prisonniers s'évadent de la prison centrale de Walungu. Ces prisonniers auraient drogué le policier commis à la garde, ce qui leur a permis de s'évader. « Seuls les vieillards et les mamans ont eu la difficulté de s'évader parce que les évadés sont passés par la toiture de la prison centrale de Walungu. À Walungu nous avons une grande crainte, car parmi les évadés, il peut y avoir des gens qui peuvent commettre des exactions, des pillages, des braquages. C'est pourquoi, nous demandons à l'autorité de mener toutes les démarches possibles pour repérer tous ceux-là qui se sont évadés ».

L'Assemblée nationale est renouvelée à près de 80%. C'est l'un des enseignements que l'on tire des élections législatives du 20 décembre 2023 dont les résultats ont été publiés le 14 janvier. Tous les sièges occupés autrefois par les députés du FCC qui n'ont pas participé au processus électoral ont été gagnés, pour la plupart, par des cadres de l'Union sacrée. Un peu plus de 20 % seulement d'anciens députés ont conservé leur siège. A titre illustratif, au Sud-Kivu, sur les 25 députés, 7 seulement ont été réélus. Au Kivu, 9 députés sur 22 ont été réélus et à Kinshasa, 15 sur 55 députés. Sur les 80% de nouveaux députés, l'on compte plusieurs membres du Gouvernement, des anciens sénateurs et des membres des institutions provinciales.

16 janvier 2001 : ce jour-là, un des gardes du corps de Laurent-Désiré Kabila l'assassinait. En 2003, la Cour militaire condamnera une vingtaine de personnes à mort, dont Eddy Kapend, pour négligence dans la protection du Président. Mais leur peine sera commuée en une condamnation à la prison à vie. Eddy Kapend sera gracié par le Président Félix-Antoine Tshisekedi. Vingt et trois ans après, plusieurs personnes estiment que le procès sur l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila n'a pas encore répondu à toutes les questions et les véritables commanditaires de cet assassinat ne sont pas encore connus. **Récit.** Mardi 16 janvier 2001, aux environs de 13 heures, Laurent-Désiré Kabila travaille dans son bureau, au palais des Marbres, situé dans le quartier Ma Campagne, dans la commune de Ngaliema. Ce jour-là dans la matinée, le Président congolais a accordé quelques audiences, notamment à des hommes d'affaires, et quelques politiciens. Peu avant 14 heures, un jeune soldat de la garde, un caporal du nom de Rachidi arrive devant le bureau de Kabila et demande à aller présenter ses civilités au Président. La garde laisse Rachidi entrer. Ce dernier se dirige calmement vers Laurent Désiré Kabila, en pleine conversation avec l'un de ses conseillers, dégainé son arme et lui tire dessus. Le chef de l'État s'écroule, atteint au cou et au bas-ventre. Rashidi Mizele tente de s'enfuir. Il est aussitôt abattu par le colonel Eddy Kapend, l'aide de camp du président Kabila. Pendant ce temps, Laurent-Désiré Kabila est emmené à la clinique Ngaliema pour les soins. En cet après-midi du 16 janvier, les nouvelles qui parviennent de cet hôpital sont contradictoires. Selon la rumeur, qui

court les rues désertées de la capitale, le président serait mort. D'autres sources indiquent que le président a été blessé mais reste en vie et qu'il a été évacué, avec plusieurs membres de sa famille vers le Zimbabwe. C'était la confusion dans le pays. C'est seulement le 18 janvier 2001 que le Gouvernement congolais annoncera officiellement la mort de Laurent-Désiré Kabila au Zimbabwe. **Les derniers instants de la vie de Laurent-Désiré Kabila, racontés par l'un de ses collaborateurs.** Léonard Mashako Mamba, aujourd'hui décédé, est le ministre de la Santé au moment de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, le 16 janvier 2001. Ce professeur de médecine, un proche du président, se trouvait au palais présidentiel mais pas dans le même bureau lorsque Kabila est abattu. C'est lui qui a tenté de lui sauver la vie, selon ce qu'il a raconté : «Le Président de la République a été approché par un des gardes qui l'a abattu en plein travail. J'avais eu une séance de travail à laquelle il m'avait associé cette matinée-là. Au moment où nous terminions cette séance, il m'a demandé d'attendre dans l'autre bureau. Et c'est pendant qu'on attendait que nous avons entendu trois coups de feu et une des personnalités qui était dans le bureau est sortie en criant : on vient de tirer sur M'zee. Nous nous sommes précipités pour porter secours », a relaté Léonard Mashako, avec une pointe de regret. Pour tenter d'expliquer le mobile du crime et les commanditaires du crime, inconnus jusqu'à ce jour, Léonard Mashako proposait une piste : les puissances occidentales et les multinationales qui n'auraient pas apprécié les types des contrats que Laurent Désiré Kabila proposait à ceux qui voulaient exploiter les minerais en RDC. « M'zee a remis en cause des conventions sur l'exploitation minière. En disant cette exploitation ne profite pas au peuple congolais, on a considéré que c'était un crime qui mettait en jeu des intérêts des multinationales et de certaines puissances, ils ont préféré le tuer, pour que les richesses de ce pays continuent à profiter aux autres », affirme Mashako Mamba.

Kasaï-Central : le bureau de l'assemblée provinciale accuse son président de détournement et lève ses immunités. Le bureau de l'assemblée provinciale motive la levée de ses immunités par le souci de permettre aux instances judiciaires compétentes de statuer en matière de flagrance sur les faits reprochés au président de cet organe délibérant du Kasaï-Central. Selon le document, les biens présumés détournés en date du 11 janvier de l'année en cours, sont notamment des chaises, des batteries, des panneaux solaires, des convertisseurs, des rideaux. Le bureau de l'assemblée provinciale accuse également d'autres cadres et agents de l'institution de complicité et parmi eux, le chef de division des relations publiques, ressources humaines, intendance ainsi que celui chargé de matériel. **Législatives au Kasaï-Central : le CRONGD conseille aux perdants de recourir aux voies légales,** suite aux agitations observées et déclarations publiques incendiaires enregistrées à travers cette province. Son secrétaire exécutif provincial a rappelé aux perdants que les résultats proclamés sont encore provisoires. Chaque candidat à la députation nationale qui détient des preuves peut se plaindre à la Cour constitutionnelle pour obtenir gain de cause. **Kwilu : suspension préventive du chef d'antenne de la CENI à Kikwit.** La Commission électorale nationale indépendante, l'accuse de comportement hautement subversif lors des opérations de vote du 20 décembre dernier. Dans cette lettre de suspension, la Ceni évoque des audio diffusés sur les réseaux sociaux d'une candidate de Kikwit, proférant des menaces à l'encontre du chef d'antenne de la Ceni. Ladite candidate lui réclamerait de restituer la somme d'argent qu'elle lui a remise en échange de son élection. **Législatives à Irumu : les candidats perdants appelés à saisir la Cour constitutionnelle.** Le Collectif des communautés du territoire d'Irumu, les a invités à ne pas inciter leurs bases à la violence. Ainsi, pour privilégier la paix sociale entre les communautés locales, cette organisation a recommandé à la population de garder le calme, d'attendre la décision finale de la Cour constitutionnelle et promet d'accompagner les partis ou regroupements politiques qui saisiront la Cour constitutionnelle pour cette fin. Par ailleurs, un grand dispositif policier est déployé dans les places stratégiques de la ville de Bunia pour prévenir les manifestations et violences post électorales. **Législatives au Bas-Uele : professeur Di Makungu salue l'élection de 3 femmes sur les 7 sièges.** Ce juriste a estimé que ces résultats provisoires traduisent les efforts engagés de la recherche de la parité et de la représentativité homme-Femme au sein des partis politiques. Pour le Ministre provincial de la Communication au Bas-Uele, ces législatives nationales ont mis les femmes en exergue, en valorisant la jeunesse.

Goma : le CAFED prime plus de 30 policiers pour leur discipline pendant la sécurisation les élections. Après avoir évalué le travail de sécurisation des élections effectué par la police en décembre 2023, le Collectif des organisations féminines pour le développement au Nord-Kivu (CAFED), a résolu de la primer à travers quelques-uns de ses éléments. Pour sa présidente, il s'agit également d'encourager la police à faire plus dans tous les domaines de sécurisation de la population. Elle soutient que « c'est grâce à Dieu et à cette police que les élections se sont déroulées dans l'accalmie, peu importe les quelques dérapages observés par-ci, par-là ».

Beni : le Parlement des jeunes s'engage à lutter contre la désinformation et la manipulation de la jeunesse. « Cette année, nous nous engageons à encourager la population de Beni dans la culture de la paix et à sensibiliser les jeunes à éviter la manipulation. Le Parlement des jeunes dans la ville de Beni a initié le programme de lutte contre la désinformation sur les réseaux sociaux. L'année passée, avec l'aide des Affaires politiques de la Monusco, nous avons tenu des ateliers. Nous avons pu réaliser que ce n'est pas tout ce qui circule sur les réseaux sociaux qu'on

doit partager ». Selon le président du Parlement des jeunes de Beni, les jeunes doivent analyser l'information, la critiquer avant de partager, sans être obligés de relayer tout ce qu'ils reçoivent et sans se faire manipuler.

Kindu : les présumés auteurs du meurtre de maître Dido Kankisingi aux arrêts. Les services de sécurité affirment avoir mis la main sur 4 présumés auteurs du meurtre de maître Dido Kankisingi, membre du parti Ensemble. La dernière arrestation est celle d'Olembo Kipalamoto, vendredi dernier, à Kalima où il tentait de prendre l'avion pour Bukavu. Dido Kankisingi, membre du parti politique Ensemble pour la République, a été tué le 28 novembre dernier, lors des échauffourées qui avaient éclaté à l'arrivée de Moïse Katumbi à Kindu pour sa campagne électorale.

Nord-Kivu : reprise des combats entre l'armée et le M23 sur l'axe Karuba-Mushaki, dans la chefferie des Bahunde au territoire de Masisi. Des sources civiles à Sake indiquent que des détonations d'armes lourdes et légères sont entendues dans leur entité et que c'est depuis lundi soir, autour de 18 heures, que les combats ont repris avec intensité dans cette zone occupée depuis quelques semaines par les rebelles du M23.

Sud-Kivu : au moins 500 ménages sans abri à la suite des inondations à Shabunda, après le débordement de la rivière Ulindi. Cette catastrophe naturelle a emporté des maisons, des écoles, des églises, après avoir dévasté des champs dans le groupement de Baliga, territoire de Shabunda. Même cri d'alarme à Kalehe, après les fortes pluies diluviennes qui se sont abattues à Hombo et à Kiniezire «la population vit dans des conditions extrêmement difficiles. C'est pourquoi nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures urgentes ».

Kwilu : alerte sur la montée des eaux de plusieurs rivières. Les eaux de la rivière Kasai, Kwilu, Kwango, Inzia, Wamba et autres ruisseaux débordent et inondent les habitations. Cette catastrophe naturelle a occasionné le déplacement de plusieurs habitants dont, les maisons se sont écroulées ou détruites à la suite de ces inondations.

Mbuji-Mayi : des quartiers privés d'eau potable à la suite des pannes à la Regideso. La Regideso a justifié la pénurie d'eau par des pannes enregistrées d'abord, sur son groupe électrogène à Lukelenge et d'autres sur les machines de l'Energie du Kasai ENERKA, au niveau de la centrale hydroélectrique de Tshiala. Les habitants des zones privées d'eau potable ne comptent que sur les pluies qui s'abattent sur la ville de Mbuji-Mayi ces derniers jours.

Mercredi 17 janvier.

17 janvier : la RDC commémore son héros Patrice-Emery Lumumba. La RDC commémore la mort du premier Premier ministre congolais, Patrice-Emery Lumumba, assassiné, il y a 63 ans à Elisabethville (Lubumbashi), au Katanga. Lumumba est aussi une figure emblématique des indépendances africaines. « Plus de 60 ans après sa mort, Lumumba incarne toujours et plus que jamais l'idée d'une grande nation congolaise qu'il voulait forte, une et indivisible », disait de lui, le 30 juin 2023, le prix Nobel de la paix, Denis Mukwege. Patrice-Emery Lumumba rêvait d'un Congo puissant au cœur de l'Afrique et catalyseur du développement de notre continent. Le professeur Justin Haguma, docteur en histoire déclarait le 15 janvier 2023 : « Nos héros nationaux sont pour nous un patrimoine. Leur existence constitue pour tout un peuple un engrais qui peut faire germer aujourd'hui des réalisations héroïques ». Pour le recteur de l'Université Simon Kimbangu de Kinshasa (USK), « Patrice Emery Lumumba a pérennisé le combat de Simon Kimbangu pour l'indépendance non seulement politique mais aussi spirituelle. Simon Kimbangu avait préparé le terrain pour que Lumumba vienne pérenniser et Laurent-Désiré Kabila ».

Les Kinois invités à consulter les ophtalmologues face à la conjonctivite qui sévit dans la ville. Des nombreuses personnes dans la ville se retrouvent avec des yeux rouges, larmoyants et parfois douloureux. La maladie est tellement contagieuse qu'elle touche plus d'une personne dans certains ménages. Face à cette maladie, chacun y va de sa formule pour se soigner. L'ophtalmologue Augustin Kalala invite les malades à consulter le médecin parce que la conjonctive non soignée ou mal soignée peut conduire à des complications.

Nord-Kivu : les leaders religieux s'engagent à consolider la paix dans leur province. Dans leur déclaration, ces leaders religieux, toutes confessions confondues, ont convenu que la paix demeure un dénominateur commun et doit être recherchée par tous, sans considération de diversité doctrinale. Ainsi, ils ont décidé de conjuguer leurs efforts pour la restauration de la paix au Nord-Kivu, longtemps déchiré par des conflits récurrents et des violences en tout genre. Cette situation a été exaspéré pendant la période post-électorale et de l'état de siège qui peine à rétablir la paix, selon eux. Cette déclaration a été lu par le révérend Docteur Samuel Ngayembako, président provincial de l'ECC/Nord-Kivu. Les leaders religieux appellent tous les fidèles, en particulier, et la population, en

général, à s'impliquer dans la promotion de la paix. Ils s'engagent aussi à organiser chaque semaine des séances de prière œcuméniques sur la paix dans les paroisses et mosquées.

Djugu : Les Fardc et les casques bleus intensifient leurs patrouilles conjointes. Depuis le 1^{er} janvier 2024, des miliciens de la Codeco ont multiplié des attaques contre les civils et les positions des Fardc dans plusieurs localités sur le tronçon Gina-Pitso-Pimbo-Fataki. De nombreux véhicules avec des marchandises en provenance de Mahagi sont obligés de passer la nuit à Fataki-centre et à Iga barrière pour poursuivre le voyage le lendemain. Pour étouffer les menaces de ces groupes armés, les forces de l'ordre et les casques bleus intensifient les patrouilles dans la région.

Des dizaines des civils ont été déjà tués sur ce tronçon depuis le début de cette année.

La DGI a contribué d'un tiers à l'exercice budgétaire 2023. Sur les 52 milliards FC du budget annuel 2023, la Direction générale des impôts (DGI) a apporté 13 mille milliards FC soit 33,6 %. Cette régie financière a par ailleurs réalisé plus de 95% de ses assignations en 2023, dans le cadre du contrat de performance signé avec le ministère des Finances. Le déficit d'environ 5% est dû au non-paiement par les miniers, de l'impôt sur le bénéfice et profit au mois d'avril de l'année dernière, affirment des sources de la DGI. La régie connaît tout de même une progression par rapport à l'année précédente avec un avancement de 254 milliards FC. Dans le lot des réformes à mettre en œuvre cette année, la DGI envisage également l'instauration de la facture normalisée avec la mise en place des dispositifs électroniques fiscaux pour bien surveiller et collecter la TVA, l'obligation par les entreprises relevant du droit commun de certifier leurs états financiers par un expert-comptable, avant la déclaration des impôts.

L'ONG ISA se propose de fournir de l'électricité à 5 millions de personnes en 2024. Ce défi est à relever dans le cadre du projet pilote de « Facilité solaire mondiale » lancée en décembre dernier par l'Alliance solaire internationale (ISA) organisation internationale, en collaboration avec Nuru, l'une des principales sociétés d'énergie solaire de la RDC. Le projet vise à développer et à construire un réseau métropolitain solaire d'une capacité de 15 mégawatts dans trois provinces, à savoir, les deux Kivu et le Maniema.

Kinshasa : début de la campagne de distribution gratuite d'au moins 7 273 447 moustiquaires. Cette campagne d'une semaine bénéficie de l'appui des partenaires du gouvernement dont l'ASBL Santé rurale (SANRU), la Cellule d'appui de la gestion financière et le Fonds mondial. Le représentant du ministre provincial de la Santé de Kinshasa, a recommandé l'implication de tous les acteurs pour la réussite de cette campagne. Il a demandé aux services de sécurité de prêter mains fortes aux distributeurs de ces moustiquaires.

Jeudi 18 janvier.

Nord-Kivu : la société civile de Masisi et Rutshuru espère voir la force de la SADC exécuter son mandat offensif. « L'attente de la population est qu'on puisse voir cette force se liguer aux cotés des Fardc et d'autres forces qui se battent contre l'agression dans notre pays. La population attend une activation de cette force de la SADC sur les lignes de front pour contraindre l'ennemi, le bouter hors du territoire congolais. On ne veut plus voir une force venir avec un caractère d'observation, ça serait du tourisme armé gratuitement ». La force SAMIR\RDC a commencé son déploiement au Nord-Kivu à la mi-décembre dernier avec l'arrivée d'au moins 400 soldats sud-africains. Mais sur le terrain, jusqu'à ce 18 janvier, aucune source ne signalait la présence de cette force de la SADC dans les zones occupées ou les zones des combats.

La Ceni mise en cause pour dépassement budgétaire, opacité des fonds et de l'attribution des marchés publics (CREFDL). Dans un rapport publié récemment à l'issue des études qu'il a menées le centre de recherche en finances publiques et développement local (CREFDL) note que ces pratiques financières décriées ont occasionné une perte des deniers publics s'élevant à près de 400 millions USD entre 2022 et 2023. Le CREFDL a mené cette étude sur les finances de la Ceni avec le soutien de l'ONG allemande Democracy Reporting International (DRI).

Haut-Uélé : le gouverneur déplore la terreur exercée par des militaires dans le village d'origine de Corneille Nangaa. Selon le gouverneur, ces militaires avec un général à leur tête terrorisent les autochtones sous prétexte de rechercher des armes dans ce village. Le gouverneur du Haut-Uélé s'inquiète de ce que ses multiples appels aux autorités de Kinshasa pour clarifier la mission de cette délégation ainsi que l'attitude qu'il doit adopter sont restés sans succès. Corneille Nangaa, ancien président de la Ceni et frère biologique du gouverneur du Haut-Uele, a lancé en décembre dernier la rébellion Alliance Fleuve Congo. Quelques semaines plus tard, le gouverneur Christophe Baseane Nangaa avait affirmé ne pas soutenir cette démarche belliqueuse de son frère.

Kananga : la population peine à se procurer de l'eau potable de la Regideso. Chaque jour qui passe, des femmes, des jeunes filles et des enfants, récipients en main sont à la recherche de cette denrée dans la ville. Les robinets de la Regideso sont restés secs depuis plus d'un mois maintenant. Les machines de la Regideso se sont noyées à la suite du débordement des eaux de pluie. L'entreprise effectue des travaux sur son usine de captage.

Beni : le pont Loulo risque de s'effondrer, alerte la société civile. Le président de la société civile, plaide pour la réhabilitation urgente de ce pont d'une grande importance socio-économique pour la région. « Le pont Loulo d'une capacité de 20 tonnes se retrouve sur l'axe routier de dessert agricole Kyanzaba-Mabalako. Il permet la communication entre les villages de Madiwe et la ville de Beni. Et si ce pont céda, il sera très difficile pour la population du groupement de Baswagha Madiwe de se rendre à Beni et vice-versa. Certains services qui devraient faire respecter le tonnage, se limitent à la perception de la taxe de passage ». Cet acteur de la société civile demande au comité local de sécurité, au chef du secteur de Beni-Mbau ainsi qu'à l'administrateur militaire du territoire de Beni de prendre des mesures pour protéger cet ouvrage.

Goma : le taux de mortalité en baisse à la prison de Munzenze (autorité pénitentiaire). Cette maison carcérale n'a enregistré que 7 décès entre le dernier trimestre de 2023 et le début de ce premier trimestre 2024 alors que les mois précédents elle perdait mensuellement dix à quinze détenus. Cette amélioration sensible est due aux efforts du Gouvernement dans l'amélioration des conditions d'hébergement et le désengorgement de la prison. A la fin du projet de prise en charge sanitaire et alimentaire des prisonniers au mois de juin dernier (projet exécuté par l'ONG-Médecins Sans Frontières), la prison a connu plusieurs cas de décès dus à la surpopulation carcérale, la tuberculose, à la gale et à la malnutrition de nouveaux détenus transférés dans cette prison. La prison de Munzenze connaît aujourd'hui une surpopulation carcérale. Construite pour une capacité de 350 détenus, elle compte aujourd'hui 3 680 pensionnaires.

Lubero : les ex combattants du site de Kasando demandent au Gouvernement d'améliorer leurs conditions d'hébergement. Ces ex combattants se plaignent du manque de nourriture et de médicaments et fustigent le dépassement du délai prévu pour leur désarmement et démobilisation. Au lieu de 45 jours d'internement initialement prévus par le P-DDRC, ils en sont à leur neuvième mois, toujours dans l'attente de leur réinsertion, alors qu'ils ne disposent même pas encore des cartes de démobilisation. Pour survivre, ils sont obligés de voler des biens et produits agricoles d'une communauté locale qu'ils sont censés intégrer à la fin du programme. Le chef d'antenne du P-DDRCS Butembo-Lubero, soutient qu'après trois mois de rupture de stocks alimentaires, le gouvernement provincial n'est intervenu qu'une seule fois, alors que les besoins restent encore énormes. Il plaide ainsi pour l'implication urgente de la coordination nationale du P-DDRCS, parce que la tension est vive dans le site depuis quelques jours.

Kindu : le président de la CDJP menacé de mort, alerte le directeur de Caritas développement. « Le 23 décembre 2023, la commission diocésaine justice et Paix par le biais de son coordonnateur a publié le rapport de sa mission d'observation électorale. Dans son communiqué de presse, le 7 janvier 2024, le coordonnateur de la CDJP Kindu a encore fait une déclaration demandant l'annulation pure et simple des élections de quelques candidats, auteurs de ces irrégularités décriées au Maniema par la Ceni. Il a encore affirmé que la fraude électorale orchestrée par ces candidats a aussi contribué à la réélection du chef de l'État », reprend le communiqué de la Caritas dont un extrait a été lu par son directeur devant la presse. D'après ce communiqué de presse, maître Saleh Mushaba Bodouin a même reçu « des visites indésirables des hommes à mains armées qui ont entouré sa résidence le 9 janvier dernier ».

Nord-Kivu : 9 militaires dont 3 officiers des Fardc arrêtés dans l'affaire de l'exécution sommaire des civils à Mangina. Le 8 janvier dernier, sept civils ont été tués par balles par des soldats des Fardc à Mangina. Des maisons de commerce et d'habitation ont également été pillées par des soldats dans cette commune rurale. Ces faits se sont déroulés lors des combats survenus entre les Fardc et les Mai-Mai. Le commandant du 1^{er} bataillon du 1201^{ème} régiment et son adjoint en charge des opérations ainsi que le commandant adjoint de la compagnie des Fardc déployée à Mangina sont également aux arrêts. La justice leur reproche d'avoir perdu le contrôle de leurs hommes lors des violences armées dans cette contrée. Dans le même dossier, la justice militaire vient également d'ouvrir une information judiciaire contre le député provincial Alain Siwako. L'outrage à l'armée et l'incitation à la désobéissance civile sont les infractions retenues à sa charge.

Irumu : les Fardc et l'UPDF renforcent leur présence pour rassurer la population. Le résultat de ces efforts est le retour de plus de 10 000 déplacés depuis environ une année dans la chefferie de Banyari-Tchabi, à 120 km de Bunia. Leur présence a également permis à la population locale de relancer les activités agricoles dans plusieurs localités et l'ouverture du trafic sur le tronçon fréquenté de Bunia-Eringeti. Cependant, les autorités locales et notables déplorent des attaques sporadiques des ADF ayant fait au moins huit morts et 17 personnes enlevées à

Baleyi, Busio et Tondoli en décembre 2023. Elles estiment que ces deux forces conjointes devraient en outre s'étendre dans la profondeur de la forêt pour démanteler ces rebelles qui y ont établi leur bastion.

Nord-Kivu : le M23 réoccupe Mushaki après des combats contre des miliciens locaux. C'était à l'issue d'intenses combats entre ces deux camps au centre de Karuba dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). La situation sécuritaire est restée tendue et très volatile, jeudi dans les villages de Karuba et de Mushaki. Les rebelles M23 seraient en train de renforcer leurs positions dans cette zone et sur l'axe Mushaki-Kitshanga.

Nord-Kivu : au moins 55 leaders communautaires signent un acte d'engagement pour la paix dans leur province. Ils ont signé ce document à Goma, lors d'un atelier de consultation de deux jours, initié par le barza intercommunautaire, avec l'appui de la Monusco. « Nous réitérons ce qui suit : promouvoir une bonne cohabitation entre nous, tout en recourant aux moyens pacifiques de résolution des conflits dans le dialogue ; plaider auprès des institutions étatiques pour qu'elles jouent correctement leur rôle ; promouvoir des stratégies appropriées de lutte contre les discours de haine, la désinformation, la rumeur et la méfiance »

Sud-Kivu : arrestation de 2 bandits de grand chemin à Walungu. Cette arrestation est le résultat de l'opération de traque que les membres de la Commission défense et sécurité de l'assemblée provinciale du Sud-Kivu ont lancé contre des coupeurs de route sur l'axe Walungu-Bukavu.

Mbuji-Mayi : 20 femmes leaders formées sur le programme paix et sécurité. L'Union congolaise des femmes des médias (UCOFEM) a voulu que les participantes à cette formation puissent se professionnaliser dans les domaines de leurs activités génératrices des revenus et de travailler en synergie pour l'intérêt de la communauté.

Djugu : le Gouvernement appelé à accélérer le processus du PDDRC-S. La société civile du territoire de Djugu (Ituri) a demandé au Gouvernement de restaurer l'autorité de l'Etat et d'accélérer le Programme de DDRC-S dans cette entité. Elle a formulé cette requête au cours d'une réunion d'évaluation des actions de la Monusco à Fataki.

Maniema : la société minière PKM s'engage à construire des infrastructures sanitaires, scolaires, routières. « La société minière Punia Kasese Mining (PKM) a pris l'engagement de réaliser aussi des actions de développement économique et d'agriculture », a rapporté l'un des facilitateurs de cette rencontre. Sur le plan culturel, cette société a également opté d'occuper les jeunes et les femmes de cette contrée. « Endéans 5 ans, il est prévu que la société PKM puisse soutenir au moins 125 enfants de Punia, en leur donnant des bourses pour aller se spécialiser dans les secteurs que la société pourra utiliser ». Le ministre provincial des Mines, fait savoir que toute société minière ayant déjà bénéficié d'un permis d'exploitation a l'obligation d'élaborer un cahier de charges avec les communautés locales.

Kinshasa : début des travaux des Etats généraux des forêts. Placées sous le thème : « Les forêts de la RDC, nouvelle locomotive de son développement durable et de l'équilibre planétaire », ces assises, du 18 au 22 janvier, visent à faire le diagnostic des forêts congolaises et à analyser les voies et moyens de relance de l'économie forestière. Elles veulent également restructurer et renforcer les interactions entre l'administration publique en charge des forêts au niveau national et ainsi qu'au niveau des provinces, territoires et secteurs. La ministre d'Etat en charge de l'Environnement, a rapporté que « La déforestation et la dégradation forestière sont accentuées. Ceci fait que les forêts de notre pays sont loin d'avoir réalisé leur potentiel de contribution au développement national y compris leur promesse d'une forte réduction de la pauvreté. Et l'exploitation forestière informelle domine actuellement le secteur».

Durant cinq jours, près de 200 délégués réfléchissent en vue de formuler des recommandations pertinentes pour une gestion durable du secteur forestier ainsi que pour sa valorisation.

Vendredi 19 janvier.

Elections 2023 : la CENCO appelle le Gouvernement à décourager la xénophobie et le tribalisme. Les évêques ont lancé cet appel dans un message intitulé « Celui qui se livre à la fraude n'habitera pas dans ma maison », tiré du livre de Psaume 101 verset 7. Ils ont également plaidé pour la mise en œuvre d'un mécanisme politique pour renforcer la cohésion nationale à l'issue de ce processus électoral. Ils ont une fois de plus recommandé aux cours et tribunaux, de se saisir d'office de toutes les dénonciations pour invalider les fraudeurs connus ayant été proclamés provisoirement comme élus, de traiter les dossiers relatifs aux recours et contentieux électoraux sans complaisance, d'être au service de la justice et non des individus. La Cenco a en outre invité les Congolais à vivre ensemble dans la solidarité et la cohésion nationale afin que la RDC ne sombre pas dans la violence et les divisions. Après avoir passé en revue les irrégularités ayant émaillé les élections, les évêques catholiques affirment : « Notre pays est en danger, aucune nation ne peut se construire dans le mépris des valeurs morales ». **Fayulu, Katumbi et**

Anzuluni continuent de réclamer l'annulation des scrutins. Selon Moise Katumbi, ces scrutins devront être annulés pour plusieurs raisons entre autres le manque de compilation des résultats de votes.

Deux nouveaux évêques nommés aux diocèses de Wamba et Kilwa-Kasenga. Il s'agit de Mgr Désiré Lenge Mukwenye, prêtre du diocèse de Kilwa-Kasenga nommé évêque du même diocèse. Il remplace Monseigneur Fulgence Muteba devenu l'archevêque de Lubumbashi. Le second promu est le Père Emmanuel Ngona Ngotsi, Missionnaire d'Afrique, nommé nouvel évêque du diocèse de Wamba en remplacement de Mgr. Janvier Kataka admis comme évêque émérite.

Le ministre du Commerce extérieur interdit la consommation d'un lot de viande de volaille importé de la Pologne. Le ministre, a interdit formellement, le 18 janvier, la commercialisation, la circulation et la consommation sur toute l'étendue de la RDC du lot numéro 191/03/23 de la viande de volaille congelée en provenance de la Pologne via les Pays-Bas. Ces produits ont été livrés en novembre 2023 à Kinshasa par la société CEDROB SA de la Pologne à la société Congo Advanced Business Sarlu, basée en RDC, précise le communiqué.

Maniema : plus de 200 agents retraités réclament leur décompte final. Ces fonctionnaires disent « manifester leur indignation de la manière dont les responsables de la caisse nationale de sécurité sociale des agents publics de l'État (CNSSAP) se sont délibérément moqués d'eux » Ils mettent aussi en exergue les incompétences notoires des gestionnaires actuels de la CNSSAP pour la reconnaissance de l'État envers son personnel vieillissant. Ils sollicitent l'intervention du chef de l'État « pour ainsi mettre un terme à cette complaisance et être rétablis dans leurs droits.

Maniema : trafic coupé entre Kindu et Salamabila à la suite de la destruction du pont Luhuku. Les pluies abondantes qui se sont abattues dans la nuit du 16 au 17 janvier ont emporté le pont Luhuku sur cette route d'importance capitale, étant donné qu'elle relie non seulement le chef-lieu du secteur à la commune rurale de Salamabila, mais aussi mène vers le Sud-Kivu. La destruction du pont a coupé le trafic.

Kongo-Central : le ministre provincial de l'Agriculture annonce une assistance aux sinistrés des inondations. Le ministre provincial de l'Agriculture et du Développement rural, a annoncé, le 18 janvier à Matadi que le gouvernement provincial est en train de dénombrer les victimes des inondations au Kongo-Central. Les fortes pluies et la crue des eaux du fleuve et des rivières ont provoqué des graves inondations dans plusieurs territoires du Kongo-Central. Des maisons se sont écroulées et des cultures ont été ravagées dans plusieurs coins de cette province.

Haut-Lomami : plusieurs maisons et des champs inondés par les eaux de pluie à Bukama. Ce sinistre est consécutif aux fortes pluies qui s'abattent ces derniers jours sur cette région. Des centaines de maisons et champs sous eaux. En plus des habitations, deux centres de santé sont aussi touchés. Les familles sinistrées ont abandonné leurs habitations et certaines dorment à la belle étoile, sans assistance. La société civile redoute des maladies car ces personnes sinistrées sont exposées à des intempéries et la région est en proie à une épidémie de choléra.

Nord-Kivu : un centre de transformation des ressources naturelles fonctionne depuis 4 mois à Goma. Un centre de gemmologie pour la valorisation des ressources naturelles congolaises fonctionne depuis août 2023 à Goma, au Nord-Kivu. Dénommé Gemmo Kivu, ce centre est l'initiative de l'association française dénommée « Naturelle », en partenariat avec l'Ecole du cinquantenaire. A travers, la gemmologie (branche de la minéralogie qui traite les pierres précieuses naturelles et artificielles), ce centre vise à former les jeunes congolais à la transformation et la valorisation locale des pierres précieuses, a expliqué, Éric Mupanda, géologue et point focal de ce centre. « L'objectif de notre projet c'est d'abord la formation des jeunes en gemmologie, mais à la fin nous voulons atteindre la limitation des importations de bijoux. Nous voulons que cette jeunesse qui sera formée chez nous, commence à produire localement. Et que les autres viennent se ressourcer ici chez nous », a-t-il indiqué.

Trafic Goma-Grand Nord : des voyageurs contraints de faire le détour par le Rwanda et l'Ouganda à cause de l'activisme du M23. Il y a notamment l'activisme des rebelles ADF entre Beni et la province de l'Ituri qui force les voyageurs à entreprendre ce long voyage. Outre ce motif sécuritaire, les billets d'avion coûtent de plus en plus cher entre Goma et le Grand Nord ou encore entre Goma et Bunia : « Le billet d'avion actuellement pour Bunia-Goma, c'est 241 USD. Ajouter à cela les 15\$ de GoPass et la taxe de la province, vous êtes déjà à 256 USD. Ce n'est pas à la portée de toutes les bourses ». Le détour par les pays voisins, Rwanda et Ouganda, permet d'échapper à l'insécurité mais c'est un voyage pénible. Le parcours est de plus de 500 km. Il y a quelques jours, une société locale de transport routier annonçait une initiative de convois de bus entre Goma et Beni via le Rwanda et l'Ouganda. Mais ce projet peine encore à se concrétiser, alors que le trafic entre Goma et le Grand Nord de la province reste coupé.

Nord-Kivu : un drone de l'armée détruit une position des rebelles du M23, à Kilolirwe, au groupement Bashali Kaembe, dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Sur leur compte X, les rebelles du M23 confirment cette attaque. Ils rapportent que des civils ont été tués, des vaches abattues et des propriétés privées détruites dont une fromagerie dans la ferme de l'Espoir. Il s'agit d'une énième attaque par drone des Fardc que vient de subir la rébellion du M23.

Haut-Katanga : « Les états généraux des forêts devraient être un cadre de réflexion pour faire un état des lieux réel des forêts » (Société civile environnementale). D'après le président de la société civile environnementale « il y a un rythme de déforestation très élevé. La carbonisation qui autre fois était artisanale est devenu maintenant semi-mécanisée. Ce sont des hectares de forêts qui partent dans le charbon de bois, utilisé pour la cuisine. Nous avons également la culture itinérante sur brulis. Ajouté à cela l'activité minière qui détruit de manière notable les forêts... Il n'y a pas un plan de déboisement à grande échelle au niveau provincial. Ces états généraux devraient être un cadre de réflexion pour faire un état de lieu réel des forêts de la province du Haut-Katanga. Et c'est sur base de cet état de lieu réel qu'on pourrait prendre des éléments afin de trouver des dispositions palliatives à travers la réforme forestière, la bonne gouvernance, la loi sur les forêts et même aller jusqu'à réfléchir sur la révision du code forestier devenu obsolète en ce jour ».

Manono : le litre du carburant passe de 4000 à 15 000 FC en une semaine. Selon l'administrateur cette hausse est due notamment à la rareté du carburant à la suite de l'effondrement du pont Kyolo sur la RN33. Cette route en état de délabrement avancé, entrave l'approvisionnement du territoire de Manono en denrées alimentaires à partir de la ville de Lubumbashi. En ce moment seules les motos circulent sur cette route.

Samedi 20 janvier.

Investiture du Président Tshisekedi : « Au moins 60 000 places du Stade des Martyrs réservées à la population ». Le Président Félix Tshisekedi prête serment ce samedi 20 janvier au stade des Martyrs de Kinshasa. Le directeur-adjoint de la Cellule de la Communication de la Présidence de la République précise que « sur les 80 000 places du stade des Martyrs, au moins 60 000 sont réservées à la population congolaise. L'entrée est libre et chacun devra se choisir un quartier à partir duquel il pourra bien suivre tout ce qui va passer ». Il a assuré que toutes les dispositions sont prises pour assurer la *sécurité des personnes* qui feront le déplacement du stade des Martyrs ce samedi. Au cours de cette cérémonie, le chef de l'Etat réélu recevra du premier président de la Cour constitutionnel des attributs du pouvoir dont un exemplaire de la constitution du pays. Félix Tshisekedi prêtera devant la Cour Constitutionnelle, le *serment* d'observer et de défendre la Constitution et les lois de la République. Il s'engagera aussi, à travers ce serment, à maintenir l'indépendance de la RDC et l'intégrité de son territoire. Le Président Tshisekedi nous dévoilera, à travers son discours d'investiture, sa vision et son projet de société pour la RDC durant son deuxième et dernier quinquennat. Des *délégations de plusieurs pays* dont la Chine, le Japon, les Etats-Unis, Djibouti, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Malawi ont répondu les premiers à l'appel. Le Premier ministre, a accueilli tour à tour, les Présidents de la Guinée Bissau, de la Guinée équatoriale, du Sénégal, le vice-président de la Namibie. Mais aussi l'ancien Président du Kenya, les présidents de Djibouti, du Malawi ainsi que le vice-président du Burundi. Les Présidents Sud-africain, gabonais et bien d'autres chefs d'Etat et de Gouvernement sont attendus à Kinshasa.

Restauration de la sécurité et amélioration des conditions de vie des Congolais : principaux défis du nouveau mandat de Félix Tshisekedi. Dans son discours de campagne, le Président Félix-Antoine Tshisekedi avait promis de « restaurer l'autorité de l'Etat, d'assurer avec plus d'efficacité, la sécurité pour tous au moyen d'une restructuration profonde de l'appareil de sécurité et de défense, ainsi que la possibilité de recruter au moins 25 000 policiers par an ». Cela en vue de de *pacifier le pays*. Alors que le Chef de l'Etat congolais prête serment ce samedi 20 janvier à Kinshasa, les Mouvement rebelle du M23, soutenu par le Rwanda, a repris les attaques contre les groupes armés d'autodéfense au Nord-Kivu. Des millions des Congolais ont abandonné leurs maisons pour trouver refuge dans des familles d'accueil et des camps des déplacés. Parfois sans assistance, ils vivent dans des conditions difficiles et frôlent la malnutrition. Des groupes armés étrangers comme les FDLR et les ADF perturbent la quiétude des Congolais. En Ituri, des groupes armés locaux comme les CODECO, les Zaïre provoquent, à la suite de leurs exactions, des déplacements de nombreux habitants. L'instauration de l'état de siège a certes permis de réduire ces violences, mais ils sont toujours nombreux, ces Congolais qui n'ont pas regagné leurs domiciles. *Améliorer des conditions de vie.* Le nouveau mandat du Président Tshisekedi est aussi celui qui doit mettre en place les mécanismes pour améliorer les conditions de vie des Congolais, la promotion de l'emploi et la formation professionnelle continue. Mais aussi mettre en place des structures pour un revenu suffisant, la garantie de l'accès aux services publics de base. Les programmes à mettre en place devraient combattre la pauvreté, l'exclusion et la vulnérabilité des Congolais. Mais aussi protéger le pouvoir d'achat de tous les citoyens congolais contre les aléas du prix à l'importation et des variations du taux de change, afin de leur assurer une qualité de vie stable et digne, en maîtrisant davantage le cadre macroéconomique. Cette amélioration du niveau de vie implique aussi la construction

des routes et autres infrastructures qui devraient permettre l'évacuation facile des produits agricoles des centres de production vers les centres de consommation. Mais aussi le déplacement des populations d'une région à une autre, dans des conditions humaines avec des routes praticables. Relever le défi de l'accès à l'électricité et à l'eau devrait être l'autre axe majeur de du prochain quinquennat du Chef de l'Etat congolais. **Lutter contre la corruption.** L'un des aspects qui freinent la mobilisation des recettes mais aussi l'atteinte des objectifs de développement en RDC, c'est la corruption. Félix-Antoine Tshisekedi a, au cours du premier mandat, mis en place des structures qui avaient pour mission de lutter contre la corruption. L'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC), un Service spécialisé au sein du cabinet du Président de la République devrait mettre ne place des dispositifs pour mettre fin à cette pratique. Mais le travail réalisé par cette agence, n'a pas atteint les résultats attendus ; certains agents ayant été interpellés pour des pratiques de corruption. Des milliards de dollars échappent au contrôle des régies chargées de mobiliser des recettes. Cette situation est régulièrement évoquée par des bailleurs de fonds, des pays amis de la RDC. Retrouver la **cohésion nationale** sera l'un des défis du nouveau Président. Les discours de campagne ayant affecté plus d'un, il devra trouver des mots forts pour rassurer les parties lésées.

Nouveau mandat du Président Tshisekedi : plaidoyer pour la diversification de l'économie congolaise. Il est vrai que le budget est passé de 4 milliards à 16 milliards USD pendant le premier mandat du Président Félix-Antoine Tshisekedi. Mais les Congolais moyens ne ressentent pas l'impact de cette augmentation sur leur vécu quotidien et ça reste un grand défi. D'où la nécessité d'appliquer la redistribution du revenu national et la réduction du train de vie des institutions. Pour l'économiste et directeur du Centre de recherche Pole Institut et professeur d'Université, il est fondamental de mettre en place des politiques publiques capables de diversifier l'économie congolaise, beaucoup trop dépendante du secteur minier « qui représentent actuellement 40 et 50 % de notre PIB et environ 70 % des recettes de l'Etat. Ce qui est énorme. Nous devons donc investir dans le secteur agricole, qui d'ailleurs emploie plus de 50% de la population, si nous voulons booster notre croissance économique et réduire réellement la pauvreté. Ainsi, les questions à se poser lors de ce deuxième mandat sont par exemple que faire pour que la RDC redevienne premier producteur de l'huile de palme ou alors comment relancer la production de l'hévéa à l'Equateur etc. ». **Des chocs extérieurs perturbateurs.** L'économie constitue le pilier de la vie d'une nation. Celle de la RDC a été fragilisée par des chocs extérieurs notamment la COVID-19 ainsi que la guerre en Ukraine qui a secoué bon nombre d'économies au niveau mondial. Les conséquences de ces chocs sont notamment « une hausse des prix de l'énergie et de certaines matières premières, un ralentissement de la croissance économique et turbulences sur les marchés financiers ». L'année 2022 a marqué la reprise des économies africaines. A titre d'exemple, la RDC est le deuxième pays à avoir affiché une croissance économique à 6% au sein de l'Afrique subsaharienne en 2022. Pour autant, cette perspective heureuse fait toujours face à plusieurs défis dont le plus important est celui lié à l'inflation qui reste très élevée, autour de 20 % selon le FMI. Une source de préoccupation selon directeur régional des études au FMI : « L'inflation entre Janvier et aujourd'hui est d'à peu près 20 %. C'est la dépréciation du taux de change qui crée de l'inflation notamment en augmentant les prix des produits importés. Mais aussi parce que la façon dont les gens fixent les prix en monnaie locale, il y a des ajustements quand on a une dépréciation du change ». Le prochain Gouvernement qui va accompagner le Président réélu devra se charger prioritairement de stabiliser cette inflation et préserver ainsi le pouvoir d'achat des Congolais face à une monnaie locale qui dévisse. Cela passe par la production au niveau local. Le Gouvernement devrait aussi inciter les détenteurs des capitaux à pouvoir investir en RDC. Et cela demande des préalables. C'est notamment l'amélioration du climat des affaires, renforcer la lutte contre la corruption et s'assurer d'une bonne gouvernance.

La RDC et le Malawi décident de renforcer leur coopération militaire. « La RDC est un membre de la SADC. Nous devons nous soutenir mutuellement. Mon président ainsi que votre président travaillent cordialement et ils font en sorte que les relations restent les meilleures. Quand nous avons des problèmes au Malawi, la RDC nous vient en aide et nous soutient », a souligné le ministre de la Défense du Malawi. Parlant de la crise dans l'Est de la RDC, il a fait savoir que les troupes malawites combattent en RDC pour s'assurer que le rêve de la restauration de la paix devienne « une réalité dans ce beau pays ». Il a aussi souligné que plusieurs aspects de coopération entre les deux pays ont été évoqués par les deux personnalités.

Kwilu : 3 décès à la prison centrale d'Idiofa à moins de deux semaines. La Nouvelle société civile congolaise (NSCC), a déploré les mauvaises conditions des détenus dans cette maison carcérale. Ces derniers manquent de nourritures, d'eau potable et sont dans un état de santé critique. Elle a indiqué aussi que plusieurs détenus, poursuivis pour des faits bénins, traînent dans la prison faute de juges au niveau d'Idiofa.

Le commandant des opérations des Fardc au Nord-Kivu dénonce le recrutement forcé des jeunes par les M23 à Rutshuru. Le message officiel, rendu public par le porte-parole Fardc/Nord-Kivu, indique notamment, que « l'armée rwandaise, avec ses supplétifs du M23, sont en perte de vitesse par manque d'effectifs, car neutralisés en grande partie par les Fardc et amoindris par plusieurs défections ». Ainsi donc « pour augmenter leurs effectifs, les terroristes du M23/RDF recrutent par force les jeunes et les mineurs dans les zones sous leur occupation ». Selon le

même message, pour parvenir à leur objectif, les recruteurs rebelles brandiraient des menaces de mort à l'endroit de ces jeunes, au cas où ils n'adhèreraient pas à leur philosophie. Ils donneraient de l'argent liquide, jusqu'à 400 USD, argent qu'ils reprendraient d'ailleurs de force une fois les recrues parvenues au centre d'instruction à Rutshuru. Ces informations sont relayées par la société civile-Forces vives du Nord-Kivu dans sa note d'alerte rendue publique vendredi, contenant également les noms des lieux précis de ce recrutement forcé.

Investiture du Président Tshisekedi : la Police maintient la sécurité au stade des Martyrs et ses environs. « Tout attroupement en dehors de la cérémonie d'investiture du Président de la République et toute autre manifestation ne sont pas autorisés sur toute l'étendue de la ville de Kinshasa, ce samedi » Pour sa part, le ministre de l'Intérieur, a assuré qu'aucune manifestation de l'opposition n'est projetée ce samedi à Kinshasa. **Un important dispositif sécuritaire à l'aéroport international de N'djili pour assurer la sécurité des invités.** Toutes les entrées et sorties sont systématiquement contrôlées. Les vols domestiques sont momentanément suspendus ce samedi matin. Par ailleurs, cet aéroport est préparé à l'événement depuis quelques jours. A l'entrée comme à l'intérieur de la partie nationale, tout comme la partie internationale de cet aéroport, les services d'assainissement et de nettoyage ont été mis à profit pour embellir cet espace. Des grandes effigies du chef de l'Etat issues de la campagne électorale dominent cet environnement festif. **Investiture officielle de Félix Tshisekedi au stade des Martyrs de Kinshasa.** A cette occasion, le président de la Cour Constitutionnelle lui a remis des attributs du pouvoir dont le drapeau et une médaille en or. Dans son serment, devant l'opinion nationale et internationale, Félix Tshisekedi a pris l'engagement d'observer et de défendre la Constitution ainsi que les lois de la République. Le serment du Président de la République a porté sur la sauvegarde de l'unité nationale et de l'intérêt général, en respectant les droits de la personne humaine dans toutes ses décisions. Il se propose en outre de consacrer toutes ses forces à la promotion du bien commun et de la paix. **Félix Tshisekedi promet d'user de son pouvoir pour que « les erreurs du passé ne se reproduisent plus ».** Le Président investi axe ce nouveau mandat sur certaines priorités : Stabiliser le Franc congolais. Diversifier l'économie et créer une véritable industrie qui pourra concourir à la réduction de la dépendance de l'économie congolaise aux importations notamment celle des biens et produits de première nécessité. Eradiquer les groupes armés et améliorer le pouvoir d'achat. Désenclaver les territoires. Assainir les villes. Rendre effectif le rôle du porte-parole de l'opposition. **La population de l'Ituri dit attendre la restauration de la paix,** à réhabiliter les routes et la création d'emplois aux jeunes. « Le président de la République doit également créer des emplois en vue de résorber le chômage qui pousse de nombreux jeunes à s'enrôler dans les groupes armés », ont recommandé certaines ONG de l'Ituri.

« Les maigres acquis démocratiques sont fragilisés », pense Denis Mukwege. Pour lui, ce 4e cycle électoral était organisé pour préparer une nouvelle fraude électorale au bénéfice du régime en place : « Cependant, ce cycle électoral était organisé dans un climat de corruption généralisée alors qu'il avait d'abord suscité auprès de nombreux compatriotes l'espoir de vivre, pour la première fois, une alternance réellement démocratique ». **La Ceni invite la Cenco à se « concentrer sur l'évangélisation et l'éducation » de la population.** La Ceni répondait ainsi au message de la Cenco ayant qualifié les scrutins du 20 décembre dernier d'« une catastrophe électorale ». La Ceni a regretté que la Cenco ait appliqué la politique de l'autruche, consistant à ne pas aborder les vrais problèmes et leurs causes. Elle a jugé injuste que la Cenco puisse imputer la fraude électorale au pouvoir organisateur des élections en RDC, dans une situation où il est clairement établi qu'au lieu d'être organisatrice de ces actes, la Ceni a été victime des comportements et agissements de certains acteurs bien identifiés. **ESU : des chefs d'établissements décident d'accompagner Félix Tshisekedi.** Des chefs d'établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) de Kinshasa ont exprimé, vendredi 19 janvier, leur engagement d'accompagner le chef de l'Etat réélu, Félix Tshisekedi. « Nous voulons féliciter le président de la République et dire notre vœu, en tant qu'université de la RDC, d'accompagner sa vision avec ce que l'université sait le mieux faire dans des domaines divers ». **Danny Singoma appelle au renforcement de la cohésion nationale.** Le coordonnateur de la Dynamique progressiste de la société civile, Danny Singoma a recommandé Félix Tshisekedi à renforcer la cohésion nationale. Pour lui, il est temps que le chef de l'Etat puisse garantir la participation de tout Congolais à la marche de la reconstruction de la RDC. « Avec cette investiture, bien sur les élections se sont passées sur fonds des plusieurs irrégularités, plusieurs dénonciations, mais je pense qu'il est temps d'aller de l'avant, de tirer les conséquences des élections passées, nous n'allons pas baisser les bras ». Il a promis de rappeler au chef de l'Etat ses promesses, notamment celle de mobiliser la population pour ses droits et son bien-être. **Plaidoyer pour la réforme de l'appareil sécuritaire du pays.** Politologue congolais, Christian Moleka a préconisé, des réformes sécuritaires pour enclencher le processus de développement du pays. « Tant qu'il n'y aura pas des réformes profondes dans le secteur sécuritaire, il sera difficile pour la RDC de relever ce défi ». Il a regretté que les autorités politico-administratives soient nommées selon l'appartenance politique sans tenir compte de l'expertise de la personne promue. Le juriste Tshibangu Kalala sur la même voie : il a soutenu que « la sécurité amène le développement et le développement amène la stabilité et stabilité amène la prospérité ». Il a souhaité qu'il y ait l'absence de guerres, des troubles, qu'il n'y ait ni de menace à l'intérieur, ni extérieur qui vienne déstabiliser le pays.

Kinshasa : plaidoyer pour la sensibilisation et la surveillance contre le Monkey Pox. Les personnels de santé publique ont levé, l'option de renforcer la sensibilisation et la surveillance pour prévenir la maladie de Monkey Pox, en RDC. « Il nous faudra renforcer la surveillance, les méthodes de détection aux laboratoires, la sensibilisation et les échanges avec les organes de presse pour que vous puissiez aussi donner la bonne information. Nous avons l'impression que nous ne communiquons pas assez sur le Monkey Pox. Or, on doit le faire : alerter et sensibiliser parce que la prévention est la meilleure réponse qu'on puisse apporter à un événement complexe de santé ». Ils ont également pris l'engagement de mettre l'accent sur le renforcement de laboratoire, de la prise en charge et du contrôle de l'infection et l'actualisation de la cartographie des partenaires intervenants dans la riposte contre le Monkey Pox.

Dimanche 21 janvier.

Kwilu : lancement de la campagne de vaccination contre la rougeole et la fièvre jaune, dans toutes les 24 zones de santé que compte cette province. 1 042 298 enfants dont l'âge varie entre 6 et 59 mois sont visés par la vaccination contre la rougeole. Toute personne âgée de 9 mois à 60 ans, soit 5 748 814 personnes, seront vaccinées contre la fièvre jaune. La campagne se déroule du 19 au 29 Janvier en stratégies fixe et avancée.

Felix Tshisekedi appelle les Congolais à « l'unité et au sens élevé du patriotisme », pour faire face notamment à l'insécurité qui gangrène le pays. « Toujours sur le plan national se pose le défi de la sauvegarde de notre cohésion nationale qui ne peut se faire qu'au moyen du renouvellement et de la consolidation de notre vouloir vivre collectif, un vouloir vivre collectif où seront bannis les fléaux de la haine, du tribalisme, du clanisme et de toutes les antivaleurs qui aujourd'hui minent le développement de notre pays, bref un vouloir vivre collectif comme valeur sacrée que nous lèguerons entier aux générations futures », a dit solennellement Felix Tshisekedi. Investi pour son second mandat, F, Tshisekedi s'est engagé à travailler pour l'éradication des groupes armés, l'amélioration du pouvoir d'achat, la sauvegarde des intérêts du pays.

Kongo-Central : 6 personnes tuées dans un accident de la route à Madimba. Un camion Sino-truck de marque Howo en provenance de Kinshasa, roulant à vive allure, a fini sa course dans un ravin vers Ngidinga au territoire de Madimba, tuant sur le coup six passagers. Plusieurs autres sont blessés. Ce camion était chargé de marchandises et transportait de nombreux passagers. Les dégâts matériels sont très importants sur l'engin qui est irrécupérable.

Beni : les Fardc confient à la Monusco 8 enfants ex-otages des ADF. Tous ont été libérés lors des affrontements entre les Fardc et les rebelles des ADF sur l'axe Mbau-Kamango et à l'Ouest de la RN4. Le chargé de la protection de l'enfant au bureau de la Monusco, explique : « Lorsque nous recevons ces enfants, l'étape suivante c'est de les confier à notre tour au partenaire de l'Unicef parce que c'est l'Unicef qui est chargé de tout ce qui est programmatique par rapport à leur prise en charge transitoire et leur réinsertion socio-économique. C'est un processus qui a pris un peu de temps mais il y a de ces enfants qui ont passé un mois ou plus entre les mains des Fardc ».

La marine ougandaise saisit au moins 20 moteurs hors-bords appartenant aux pêcheurs congolais de Rutshuru. La situation est d'autant plus dangereuse qu'à leur tour, les soldats de la marine congolaise ont saisi, le 19 janvier, au moins une douzaine des moteurs hors-bords des pêcheurs ougandais, sur le même lac. En plus de la pêche illicite exercée par les pêcheurs clandestins de deux côtés, les pêcheurs congolais regroupés au sein de la Fédération des comités des pêcheurs individuels du Lac Edouard (FECOPEILE), pensent que la situation a empiré par le déplacement des lits respectifs des rivières Kagezi et Chapa, deux affluents du lac Edouard. Les rivières Kagezi et Chapa auraient vu leurs lits modifiés jusqu'au moins 8 kms à l'intérieur des terres congolaises, contrairement à leurs cours habituels. Ce qui sèmerait de la confusion au niveau des eaux territoriales de la RDC et l'Ouganda, sur le lac Edouard. Et du coup, certains pêcheurs, congolais ou ougandais, se retrouveraient, souvent sans le savoir, au-delà des frontières liquides de chacun de deux pays, lorsqu'ils font leurs activités de pêche. Le secrétaire général de la FECOPEILE, dans une lettre d'alerte adressée aux autorités militaires du Nord-Kivu, revient sur l'éternel problème de balisage des frontières liquides entre la RDC et l'Ouganda, sur le lac Edouard. Ce qui, selon lui, pourrait diminuer les arrestations des pêcheurs et les fréquentes saisies des moteurs hors-bords de leurs embarcations, de deux côtés.

Ituri : plus de mille enfants utilisés dans l'exploitation minière et la prostitution à Djugu. Plus d'un millier d'enfants de moins de 18 ans sont utilisés comme main d'œuvre et d'autres sont prostitués dans plusieurs carrières minières du territoire de Djugu (Ituri), a alerté, samedi 20 janvier, le bureau genre, famille et enfant de cette entité territoriale. De nombreux enfants sont également utilisés par leurs parents pour la vente de pain, de beignets, d'arachides dans les carrières. Le service genre, famille et enfant du territoire de Djugu, attribue cette pratique qui est devenue quasi normale surtout à la pauvreté et à l'insécurité.

Le syndicat de la SCTP attend du Président Tshisekedi des moyens pour rendre viable et compétitive leur entreprise. Le président de l'intersyndical de Société commerciale des transports et des ports (SCTP), ex-ONATRA, demande au Président Tshisekedi de doter les entreprises de l'Etat des moyens adéquats et des équipements et matériels de travail, en vue de les rendre plus compétitives et viables. Il demande au prochain Gouvernement de la République d'uniformiser la paie des salaires des agents de l'Etat selon un taux fixe et en rapport avec le taux de change. Mais aussi d'appliquer rapidement les instructions du Chef de l'Etat. Pour lui, la réforme des entreprises de l'Etat a conduit ces structures du portefeuille de l'Etat à la faillite.

Lundi 22 janvier.

Elections 2023 : 688 candidats élus provisoirement députés provinciaux (CENI). La Commission électorale nationale indépendante a publié dans la nuit du 21 au 22 janvier, les noms de 688 personnes élues provisoirement députés provinciaux sur les 780 attendus pour l'ensemble de la RDC. La ville province de Kinshasa a plus de députés provinciaux, soit plus de 40 en raison de son grand nombre d'électeurs. Cependant, quelques circonscriptions ne sont pas concernées par cette publication. En effet, selon la décision de la Ceni les résultats des députés provinciaux des circonscriptions de Budjala dans le Sud-Ubangi, Bomongo et Makanza dans l'Equateur n'ont pas été publiés pour raison d'enquête sur le dysfonctionnement y observé le jour de vote. A ces trois circonscriptions s'ajoutent celles de Masimanimba au Kwilu et Yakoma au Nord-Ubangi où les scrutins ont été annulés par la CENI pour fraude. Mais aussi les territoires de Masisi et Rustshuru au Nord-Kivu où les élections n'ont pas été organisées à cause de l'insécurité. **Des contestations des résultats.** Le président de la Ceni, a appelé, ce même lundi, tous les candidats qui contestent les résultats à saisir les cours et tribunaux. Il a regretté qu'un « bon nombre de plaintes sont purement et simplement sans fondement, parce que basées sur une compréhension erronée des dispositions légales telles que le seuil électoral ou encore le quotient électoral ».

Stabilisation du Franc congolais : Lem's Kamwanya, analyste économique, recommande la mise en place des réformes. « Il faut mettre en place des réformes pour éradiquer ce que l'on considère comme un fléau économique et atteindre une stabilité à la fois extérieure et intérieure de notre économie et de notre monnaie. La stabilité monétaire est liée à deux facteurs : le facteur monétaire ou financier et le facteur d'une économie diversifiée », propose Lem's Kamwanya. Il recommande aussi au Gouvernement d'encourager la production locale des biens et services : « Pour nous approvisionner dans la plupart des biens et services que nous consommons, nous devons recourir à l'étranger. Ce recours à l'étranger nous pousse à acquérir ces biens et services en devises étrangères ».

Butembo : la population sensibilisée à la gestion des rumeurs et des conflits post-électorales. Cette sensibilisation s'est déroulée dans le cadre d'un débat citoyen organisé par le comité étudiant de l'Université officielle de Ruwenzori (UOR). Des étudiants, opérateurs économiques, acteurs politiques et de la société civile ont pris part à ce débat citoyen. Ce débat visait à emmener les participants à comprendre le rôle qu'ils doivent jouer dans la gestion des rumeurs et le développement de la communauté. La prévention des conflits post-électorales a aussi été expliquée aux participants qui se sont engagés à sensibiliser à leur tour leur entourage.

Résultats provisoires des législatives provinciales : aucune femme élue au Maniema. Parmi les 20 députés provinciaux élus provisoirement, il y a 14 nouvelles figures qui font leur entrée à l'assemblée provinciale contre 6 autres réélus. Concernant la représentativité des regroupements et partis politiques au sein de l'assemblée provinciale, AACPG vient en tête avec 5 sièges. L'UDPS/Tshisekedi tout comme A24 ont chacun 3 sièges. Ensemble pour la République et AAAP se retrouvent chacun avec 2 sièges. L'AB, A25, LGD, AFDC-A ont un siège chacun. **Législatives provinciales au Tanganyika : la majorité au pouvoir rafle 20 sièges sur les 23 de l'assemblée.** Sur les 23 sièges des députés provinciaux, l'opposition en obtient que 3 dans les circonscriptions de Kalemie ville, Moba et Manono. Alors que la majorité au pouvoir gagne le reste. Parmi les nouveaux élus provinciaux, on note 4 femmes. **Résultats provisoires des législatives provinciales : un peu moins de 10% de femmes élues dans toute la RDC.** Sur les 688 députés provinciaux élus provisoirement, 66 seulement sont de femmes, soit un peu moins de 10%. Si ces chiffres représentent un recul sur le plan de la représentativité de la femme au sein des assemblées provinciales, il n'en demeure pas moins que ce taux est inégalement réparti dans les 26 provinces. Avec 12 femmes, soit près de 30%, sur les 44 députés élus à l'assemblée provinciale, le Haut-Katanga, par exemple, réalise la meilleure performance en termes de représentativité de la femme. Dans l'ensemble des provinces, le taux de représentativité de la femme varie entre 5 et 20 % ; et pour certaines ce taux est nul, le cas des provinces du Mai-Ndombe, Maniema, Mongala, Sud-Ubangi et Tshuapa. Dans ces cinq provinces, en effet, aucune femme n'a été élue députée provinciale. **Au Kasai-Central : seulement 2 femmes élues, regrette l'ONG FMMDI.** L'ONG Femme main dans la main pour le développement intégral a regretté, que les électeurs du Kasai-Central n'ont pas fait confiance aux femmes en élisant que deux d'entre elles, sur les 31 députés qui devront siéger à l'assemblée provinciale. La directrice pays de cette organisation féminine, s'indigne de ce manque de confiance

des électeurs pour les femmes du Kasai-Central, alors que beaucoup d'efforts ont été fournis pour sensibiliser la population à les voter pour une bonne représentativité au sein des institutions.

Ituri : sentiment de rapprochement observé entre la population et la Monusco. Quatre journalistes de la région de Beni (Nord-Kivu), viennent de le constater à l'issue d'un périple effectué du 15 au 19 janvier courant dans le territoire de Djugu. « Le constat sur terrain est que Nord-Kivu est différent de l'Ituri. A Beni, il y a un sentiment anti Monusco mais en Ituri il y a un sentiment de beaucoup plus de rapprochement entre la population et la Monusco ». Tous les sites des déplacés de l'Ituri sont pris en charge par les casques bleus de la Monusco qui les protègent contre les attaques des groupes armés. « J'ai vu, j'ai participé à différentes activités entre la MONUSCO et la population, les activités de protection, notamment des patrouilles de dissuasion. Nous avons également participé aux escortes des cultivateurs dans les champs. En tout cas, c'est une satisfaction de la part de cette population à la différence de la province du Nord-Kivu », a conclu Delphin Mupanda.

Masisi : près de 100 détenus de la prison centrale abandonnés à leur triste sort, depuis plus de six mois, à leur triste sort. Certains parmi ces détenus souffrent de la malnutrition et de plusieurs pathologies. Cette situation est due notamment à l'absence de magistrats dont la majorité se trouve actuellement bloqués à Goma. Ces derniers ont fui l'avancée des rebelles du M23 sur ordre de leur hiérarchie. Tous les services subsidiaires de cet établissement pénitentiaire, ne sont plus, depuis quelques jours, opérationnels.

Ituri : plus de 10 000 déplacés vivent dans des conditions précaires à Djugu. Cela fait trois mois que ces déplacés, répartis dans cinq sites du groupement Gina, vivent sans assistance humanitaire. Ces personnes sont dépourvues de vivres, de médicaments, d'eau potable et leurs abris, construits en bâches, sont déjà vétustes. Les installations hygiéniques sont également saturées et les exposent aux différentes maladies de mains sales. Pour ces déplacés, à en croire leur président, la priorité est le rétablissement de la paix dans leurs milieux d'origine pour leur permettre de retourner dans leurs milieux d'origine et vaquer librement à leurs activités. Ces déplacés sont venus de groupements Nyapala, Tolo, Budi, Lenga et Beliba, des entités ayant été plusieurs fois la cible d'attaques des groupes armés.

Lubero : les miliciens accusés de diverses tracasseries contre la population à Bapere. Selon la société civile du secteur de Bapere : « Nous observons une tracasserie généralisée par les groupes armés qui restent dans les grandes agglomérations du secteur de Bapere. Comme à Bandoulu, à Mabuo voire à Midede où ces tracasseries se caractérisent par les travaux forcés, les amendes exorbitantes. Une fois vous ne participez pas à ce salongo, une semaine durant vous payerez au-delà de 100 000 FC ». Ces Wazalendo font payer 1000 FC au niveau de barrières érigées à l'entrée de chaque village.

Dialogue entre Majorité et Opposition : Prince Epenge salue l'initiative de Félix Tshisekedi. Cadre de la plateforme politique Lamuka, Prince Epenge livre son point de vue : « l'idée de discuter tel que Félix Tshisekedi le préconise, nous sommes d'accord mais discuter pour dégager les responsabilités par rapport au chaos électoral. Qui a semé la désolation et le désespoir au sein de notre peuple ». Il a également proposé que ces discussions puissent élaborer les perspectives en vue de donner la parole au peuple. Pour lui, ce dialogue offrira l'opportunité aux acteurs politiques (Martin Fayulu, Moïse Katumbi, Félix Tshisekedi, Joseph Kabila, et les autres acteurs politiques) d'échanger sur les enjeux politiques du pays. « Cette rencontre doit tourner autour des discussions entre toutes les parties prenantes pour dégager les responsabilités des uns et des autres dans ce qu'il appelle le chaos électoral ».

Mardi 23 janvier.

Elias Magosi : « La force de la SADC vient avec un mandat pour sécuriser la partie Est de la RDC ». Pour le secrétaire exécutif de cette organisation régionale, le mandat de cette force est également de s'assurer du retour des déplacés dans leurs milieux d'origine et de l'apport des humanitaires en leur faveur. Il a assuré aux Congolais que la force de la SADC n'a jamais échoué une quelconque mission de paix. « Si ceci demande des forces offensives, ou des efforts diplomatiques ou politiques qui se font déjà aujourd'hui, tous ces efforts convergent à assurer la paix à l'Est de la RDC », a poursuivi Elias Magosi. Le secrétaire exécutif a en outre précisé que le déploiement des autres troupes allait s'accélérer pour ainsi compléter les troupes présentes dans cette partie du pays depuis le 15 décembre dernier. Il a ajouté que les troupes de la brigade d'intervention de la Monusco vont se joindre à celles de la SAMI.

« L'Afrique du Sud veut que la RDC retrouve la paix pour son développement » (Envoyé spécial du Président). « Le président Sud-africain a un seul vœu : celui de voir prochainement, l'Est de la RDC retrouver une paix durable et que l'ensemble de la RDC puisse retrouver la paix, afin qu'elle puisse développer sa population et le

pays », a fait savoir l'envoyé spécial du Président Sud-africain. Le besoin de la paix est immédiat. L'Afrique du Sud, étant membre de la SADC, a décidé d'apporter la paix, par la force, sur le terrain dans l'est de la RDC.

Ituri : deux groupes armés arrêtent les hostilités afin de permettre la relance des activités agricoles à Irumu. Chini ya Tuna et Mai-Mai Kabidon, se sont engagés à abandonner les atrocités contre la population dans le territoire d'Irumu pour permettre la relance des activités agricoles dans environ 65 villages dans la chefferie de Walesse Vonkutu et une partie de Basili. Les habitants de ces deux entités les ont abandonnées à la suite de l'insécurité qui y règne. Les leaders de ces milices ont signé dimanche 21 janvier un acte unilatéral d'engagement au cours d'une rencontre organisée par l'administrateur du territoire d'Irumu, avec l'appui de la Monusco.

Julien Paluku s'exprime sur ses rencontres bilatérales en marge de l'investiture du chef de l'Etat. Le ministre de l'Industrie a rencontré l'envoyé spécial du Premier ministre britannique, le président de la BAD ainsi que André Flahaut, ministre d'Etat belge. « Vous savez que je suis porteur d'un plan directeur d'industrialisation et la BAD est un acteur majeur, parce qu'elle a déjà fait avec l'accompagnement de la zone économique spéciale de Maluku en libérant 20 millions USD mais également elle compte nous accompagner dans d'autres projets notamment dans les espaces Equateur, Kasai et Est, mais également sur beaucoup d'autres infrastructures », a déclaré le ministre. Concernant la rencontre avec l'envoyé spécial britannique, il a été question de la paix dans la région des Grands Lacs. L'échange a aussi tourné sur la présence des entreprises britanniques dans l'espace congolais. Enfin, Julien Paluku s'est entretenu avec André Flahaut, ministre d'Etat belge. Selon le ministre, cet homme d'Etat belge connaît beaucoup de milieux d'affaires et officiels belges. Les échanges entre Julien Paluku et André Flahaut, ancien président de l'Assemblée nationale belge ont tourné autour de la mutualisation des efforts belges et congolais « pour ce quinquennat du président Tshisekedi qui s'inscrit dans une dynamique de développement ».

Tanganyika : des miliciens imposent à la population un agenda de travail et un type de repas pour chaque jour. Selon la société civile de Moba ces miliciens interdisent à la population de la chefferie Kansabala de travailler et de manger les feuilles de manioc chaque jeudi. Auparavant, certaines mesures étaient édictées par les chefs coutumiers pour des cérémonies ancestrales mais présentement il n'y a aucune raison qui puisse justifier l'observance de ces mesures. « Celui qui ne respecte pas cette mesure est soumis à des amendes et sont fouettés ».

Masisi : environ 30 000 déplacés de Monkoto contraints de regagner leurs villages d'origine par le M23. L'un des responsables de l'organisation des droits humains dénommée Dynamique des jeunes, qui a requis l'anonymat, affirme être inquiet et préoccupé pour la sécurité de ces personnes retournées dans leurs villages. « Ces entités où ils sont obligés de rentrer, sont encore occupées par les rebelles du M23. Nous craignons donc que ces populations soient utilisées comme bouclier, parce que le M23 veut les utiliser et se cacher dans cette population pour défier la traque du Gouvernement. C'est une violation des droits humanitaires à laquelle ces populations de Bashali sont soumises. En tant que Dynamique des jeunes, nous appelons le Gouvernement à mettre les batteries en marche ».

De nombreux champs inondés à Malemba Nkulu dans le Haut-Lomami. Les inondations touchent presque tous les villages de ce territoire de la province du Haut-Lomami. Ceci est la conséquence de fortes pluies qui s'abattent sur ce territoire. L'eau du fleuve a quitté son lit et se repend à travers les villages. Les occupants des maisons inondées, biens sur la tête, sont en errance cherchant où aller car tous les villages environnants connaissent le même spectacle. Les personnes les plus touchées sont celles qui habitent le long du fleuve. Ces inondations ont occasionné l'écroulement des maisons, surtout celles construites en briques adobes.

Ituri : 17 miliciens tués lors des affrontements entre deux groupes armés. De violents combats ont opposé depuis vendredi dernier les deux milices dans la localité minière de Nyali dans la chefferie de Mambisa. Le bilan provisoire avancé par des sources concordantes est de 15 morts du côté de Codeco et deux assaillants et quatre blessés du côté Zaïre. En représailles, les miliciens de la Codeco se sont mobilisés depuis dimanche pour attaquer le camp ennemi. Ils sont venus de plusieurs bastions pour assiéger les localités sous contrôle de Zaïre : Nyasi, Lodjo, Akwe, Mbidjo dans le secteur de Banyari Kilo et Dhego dans Bahema Nord. Certains habitants quittent déjà la zone.

Nouveau mandat du Président Tshisekedi : plaidoyer pour l'amélioration de la gratuité de l'enseignement primaire. Les participants à une conférence-débat organisée le 22 janvier à Goma par la coordination provinciale de l'Union sacrée au Nord-Kivu, plaident pour l'amélioration de la gratuité de l'enseignement qui passe par la revalorisation du salaire des enseignants. Selon les participants, la population du Nord-Nord Kivu attend du second mandat du chef de l'Etat et du Gouvernement qui sera bientôt mis en place, la requalification du social des Congolais. Ils ont aussi noté la nécessité de rajeunir la classe politique. Il encourage le chef de l'Etat à « créer plus d'emplois » afin d'éradiquer le chômage chez les jeunes, mais également à mettre en place un mécanisme de prise en charge permanent de déplacés de guerre.

Masisi : 1 mort et deux blessés dans l'explosion d'une bombe à Mwesso. Cet engin est tombé lors des combats opposant les rebelles du M23 aux groupes armés locaux et les Fardc. La situation reste tendue dans cette région de Masisi après d'intenses combats toute la journée de lundi dernier. Un calme précaire s'est observé dans la mi-journée de ce mardi mais les habitants indiquent que la situation est volatile. Sur l'axe Kibumba, les lignes n'ont pas bougé lundi à l'issue des combats à l'arme lourde entre les rebelles, les groupes armés locaux et les Fardc.

Ituri : plus d'un millier d'élèves étudiant sans uniforme, ni fournitures scolaires. Il s'agit, entre autres, de l'Institut et Ep Gina qui héberge en son sein deux autres écoles, Ep Lona et Bwanasula ayant été incendiées et détruites par les groupes armés. Sans compter des centaines d'autres enfants qui ne vont plus à l'école, après avoir fui les atrocités des groupes armés. Certains d'entre eux étudient dans des hangars, assis sur des troncs d'arbres et de pierres. Et chaque pluie, ces enfants sont contraints d'interrompre les cours. Maki Jacob, enseignant à L'Institut Gina a lancé un cri d'alarme auprès des autorités compétentes.

Après l'élection de Salomon Idi, sa plateforme au Maniema demande sa libération. Cet appel intervient au lendemain de la proclamation des résultats provisoires des élections législatives provinciales par la Ceni. Pour le président fédéral d'Ensemble pour la République au Maniema, son élection témoigne de la confiance placée en lui par la population du Maniema. « M. Salomon Idi Kalonda, c'est un homme honnête, intègre. Raison pour laquelle la population du Maniema place la confiance en lui, malgré son absence sur terrain. Il est emprisonné mais la population l'a choisi comme son défenseur, son modérateur et celui qui va plaider pour elle au Maniema ». Pour lui, la place de Salomon Idi n'est pas en prison, mais plutôt à l'hémicycle de l'assemblée provinciale du Maniema. Le conseiller politique du leader du parti politique Ensemble pour la République est accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat et d'avoir tissé des liens avec le Rwanda pour déstabiliser le pays.

Kamako: des Congolais refoulés de l'Angola vivent dans la précarité. « Nos compatriotes sont expulsés de façon inhumaine. Ils n'ont pas d'habits, pas de chaussures. Lorsqu'on les arrête sur la route, on les prend comme ils sont et on les expulse sans avertir les autorités congolaises. Et ce mouvement perdure ». Le responsable du programme national de l'Hygiène aux frontières déplore les conditions dans lesquelles les Congolais qui vivent irrégulièrement en Angola sont expulsés vers Kamako au Kasai. Ce service à la frontière affirme qu'environ deux cents personnes sont arrivées la semaine dernière à Kamako. Elles sont dépourvues de tout. Il estime que ces Congolais devraient être expulsés avec leurs effets personnels pour leur permettre d'avoir des kits de première nécessité et de se prendre en charge quand ils arrivent en RDC. Il insiste sur le fait que « les Angolais ont bel et bien le droit d'expulser les étrangers en situation d'irrégularité sur leur territoire, mais ils n'ont en revanche pas le droit de les maltraiter ».

Mercredi 24 janvier.

Bukavu : Début des travaux de réhabilitation de la Clinique médicale de l'école de la PNC. Ce projet que finance la Monusco à travers sa section UNPOL à hauteur de 99 300 USD, vise à renforcer les capacités institutionnelles de la Police Nationale à travers les infrastructures afin d'améliorer les conditions de travail dans cet établissement hospitalier. Il consiste à la réhabilitation de cette clinique médicale, à l'équiper mais également à mettre en place un bâtiment pour les bureaux. Dans ce centre, les soins primaires sont organisés sans aller en profondeur. Grâce à cet appui de la Monusco, la clinique pourra organiser les services de pédiatrie, chirurgie, médecine interne et la maternité.

Kasai-Central : déraillement d'une locomotive à Bena Leka. Une locomotive de la Société nationale des chemins de fer du Congo s'est renversée, le week-end dernier, dans un ravin à Bena Leka, territoire de Demba. Le drame s'est produit sur un lieu où la voie ferrée est coupée par une tête d'érosion et sur le chantier qui s'effectuent les travaux de remblayage. Selon des sources sur place, aucune perte en vie humaine et aucun dégât matériel ont été relevés. Cet axe reliant Kananga - Ilebo s'est coupé à la suite des dernières pluies diluviennes.

Elections 2023 : 915 conseillers municipaux proclamés élus en RDC. Ces scrutins ont été organisés uniquement dans les chefs-lieux mais la voie est tracée pour le futur afin de les organiser effectivement dans toutes les communes du pays tel que le prévoit la loi électorale, a laissé entendre la Ceni, lors de la proclamation de ces résultats provisoires.

C'est pour la première fois depuis 1987 que les élections communales sont organisées dans le pays. **Élections municipales au Kasai-Oriental : les femmes très peu représentées, déplorent les ONG féminines.** Pour la Coordonnatrice provinciale de la Dynamique nationale des femmes candidates (DYNAFEC) : « Nous avons vu que les femmes étaient vraiment engagées. Nous avons vu que les électeurs ne juraient aussi que pour voter les femmes, mais une chose étonnante est qu'à la proclamation des résultats, les femmes ne sont pas élues. 13 femmes pour les

échéances électorales, 2 au niveau national, 3 au niveau provincial, et 8 au niveau des conseillers communaux. C'est vraiment déplorable de constater cette faible représentation des femmes. Le premier problème que nous avons déjà déniché c'est que dans la plupart des cas, nous avons vu que les femmes qui ont mouillé les maillots n'ont contribué qu'à faire passer les hommes avec l'histoire de seuil et de quotient électoral ».

Kinshasa : Kamerhe, Kanku Shiku, Paluku et Busa lancent la plateforme politique PCR. Cette alliance politique est dénommée Pacte pour un Congo retrouvé, (PCR). Cette nouvelle force politique a pour ambition notamment d'apporter le soutien et le renforcement, à travers les élus respectifs de chaque regroupement politique, de la majorité parlementaire durant la législature qui démarre. Et d'ajouter : « Le Président de la République ayant reçu la légitimité à l'issue des élections à travers les urnes, il a désormais, nous l'avons vu le jour de la prestation de serment, la légitimité populaire. Nous devons donc faire en sorte que nous n'épargnons aucun effort pour que les idées du président se transforment en action pour ainsi répondre aux besoins de notre population ». Vital Kamerhe soutient que leur nouvelle plateforme politique n'a rien à voir avec le partage du pouvoir.

Kasai-Central : le PNMLS lance la campagne de sensibilisation contre le VIH à l'intention des jeunes. Le coordonnateur provincial du Programme national multisectoriel de lutte contre le Sida, (PNMLS) a précisé que les dernières enquêtes menées démontrent une augmentation de cas de contaminations chez les jeunes dans cette partie du pays, alors que la maladie est en baisse auprès des autres couches de la population. Par cette campagne, le PNMLS s'est fixé comme objectif de réveiller la conscience des jeunes et faire la promotion ou l'offre gratuit des préservatifs qui constituent l'un des moyens de prévention du VIH.

Les Etats généraux des forêts recommandent la mise en place d'un agenda en vue d'une politique forestière appropriée. Ces assises de 5 jours ont connu la participation de près de 350 séminaristes, experts et autres personnalités du secteur de l'environnement. Venus de tous les coins du pays, les participants à ces travaux ont recommandé la gestion durable des forêts congolaises avec la protection de la biodiversité. Ils ont appelé à la définition des mécanismes appropriés d'amélioration de la gouvernance forestière et à la proposition des axes de renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de l'administration en charge des forêts. Ils ont également souhaité voir le secteur forestier renflouer les caisses du trésor public pour le bien-être des Congolais. La RDC est engagée depuis 2009 dans le processus de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts.

Germain Kambinga appelle au référendum pour passer le mandat présidentiel de 5 à 7 ans. Le parti « Le Centre » de Germain Kambinga a estimé qu'il faut passer à la 4^{ème} République et le mandat présidentiel devrait passer de 5 à 7 ans. Il a également énuméré les priorités du deuxième mandat de Félix Tshisekedi, notamment le mode de scrutin des animateurs à différents niveaux, le financement et l'organisation des élections et la démocratisation des partis politiques.

Lubero : plus de 400 tonnes de blé attendues à l'issue de la 3eme phase culturale en cours. Plantée sur une étendue de 192 hectares, cette culture céréalière qui est sa phase expérimentale, produit un bon rendement, se félicite la Coopérative de production et de transformation des produits agricoles, (COOPTA), qui encadre les paysans et organisations agricoles dans ce territoire, en leur donnant la semence et outils aratoires. « Nous comptons produire plus de 400 tonnes de blé de janvier jusqu'à mars 2024. La grande difficulté que nous avons jusque-là c'est avoir un haut marché et des ponts, des routes de desserte agricole en vue de faciliter l'écoulement de nos produits ». C'est pourquoi la COOPTA tend la main vers les partenaires qui veulent investir dans ce secteur.

Kwamouth : plus de 10 morts dans une attaque des Mobondo à Fadiaka. Ces assaillants ont aussi incendié plusieurs maisons. Ces miliciens sont venus de différents villages environnants pour faire jonction à Fadiaka lorsque les militaires des Fardc s'étaient rendus dans une autre localité. « Ils sont allés massacrer à Fadiaka quand ils ont vu que les militaires ont quitté le lieu pour une opération ailleurs. Il faut que les militaires soient déployés dans tous les coins et recoins de Kwamouth », a expliqué le député Musomo. De nombreux déplacés se dirigent plus vers la rive du territoire voisin de Bagata, affirme le député Sakata qui invite le Gouvernement à intervenir pour rétablir la paix.

Masisi : la cité de Mweso reprise par les Fardc. La reprise de cette localité du territoire de Masisi est intervenue lors de violents combats entre les rebelles du M23 et les Fardc ainsi que les miliciens locaux. Des combats à l'arme lourde opposent depuis 3 jours les belligérants dans cette partie du Nord-Kivu. Les rebelles du M23 ont réoccupé Kushana et Mweso depuis novembre derniers alors que la force de l'EAC était encore déployée sur cet axe. La population de Mweso s'est réveillée sous une forte psychose ce mercredi, à cause des affrontements violents dans la cité mais aussi les localités autour de celle-ci. Les combats se poursuivaient dans la matinée dans les localités de Mbuhi, Kanyangohe et Bukama, à quelques 2 à 4 km de la cité de Mweso. **Les Fardc abandonnent Mweso et se**

replient à Bukama. Arrivées, ce mercredi 24 janvier, dans la cité Mwesso, les Fardc se sont repliées à Bukama, village situé à 2 km de cette cité, territoire de Masisi. Selon des sources sur place, les forces congolaises lancent des tirs contre les rebelles dans l'agglomération, où une confusion règne encore. Un grand nombre de la population reste coincée à l'Hôpital général et à la paroisse de Mwesso où ils ont trouvé refuge depuis ce matin. Cependant une accalmie relative est signalée sur d'autres lignes de front notamment l'axe Karuba-Mushaki au sud de Masisi mais aussi vers Kibumba-Buhumba.

La CAN 2023 suscite l'esprit d'entrepreneuriat auprès de nombreux habitants de Bunia. Certains revendent de kits des entreprises de distribution d'images. Il y a des jeunes qui circulent à longueur de la journée dans les quartiers en train de vendre ces kits, très prisés pendant cette compétition africaine. D'autres ont installé de point de vente dans les places publiques. Ce qui leur permet de générer des revenus pour leur prise en charge. La CAN permet également aux propriétaires des salles de cinéma de faire des bénéfices. Le nombre de clients a triplé surtout pendant les matches des Léopards de la RDC. Les tenanciers de bars, des boutiques et des restaurants font également de bonnes affaires avec la projection des matches pour attirer la clientèle.

Kongo-Central : l'Hôpital général de Kimvula privé de médicaments. L'Hôpital général de Kimvula (Kongo-Central) est privé, depuis quelques semaines, de médicaments et autres produits. Le médecin directeur général de cet établissement hospitalier, a attribué la carence de ces produits pharmaceutiques à l'inaccessibilité due notamment à l'impraticabilité de la RN16, menant vers l'Hôpital général de Kimvula. Cette route qui part de la cité de Kisantu, en territoire de Madimba, jusqu'en territoire de Kimvula s'est complètement détériorée à la suite des pluies abondantes qui arrosent cette partie du pays. « Pour le second mandat du président de la République, nous souhaitons qu'on puisse refaire cette route pour permettre un accès facile ». La RN16, Madimba-Kimvula, est long de 200 km.

Jeudi 25 janvier.

Beni : 10 morts dans l'attaque du village Ngite par les ADF. Deux militaires des Fardc, trois présumés rebelles des ADF et cinq civils ont été tués mardi 23 janvier lors d'une attaque de ces rebelles dans le village de Ngite, à environ 15 km de la ville de Béni (Nord-Kivu). Le porte-parole des opérations Sokola I, a précisé que ce bilan est encore provisoire. « Il s'agit des terroristes MTM ISCAP/ ADF qui sont venus du côté de la rivière Nzuma, à l'Est de la RN4 et voulaient traverser à l'Ouest. Malheureusement, ils se sont attaqués à la population. On a donc enregistré cinq civils tués, et les Fardc ont neutralisé trois de ces rebelles et récupéré une arme ». Il a ajouté que l'armée a réussi à libérer un civil pris en otages par les rebelles. Cette attaque survenue en début de soirée a créé la panique dans la zone, certains habitants ont fui vers la ville de Béni, d'autres ont trouvé refuge auprès de la Monusco.

Goma : au moins une trentaine de maisons cambriolées en deux jours, par des bandits armés. Par ailleurs, des coups de feu nourris ont été entendus toute la nuit du 23 au 24 janvier, dans les quartiers Mugunga et Ndosho, pendant plusieurs heures semant une psychose au sein de la population. Expliquant ces coups de feu, le responsable de la police dans la commune de Karisimbi affirme que d'une part un groupe d'hommes armés en plein cambriolage a échangé des tirs avec des policiers en patrouille. D'autres part, une autre bande d'hommes armés ont blessé par balle deux enfants d'une même famille sur l'avenue Ubangi au quartier Mugunga.

Le ministre des Transports annonce le démarrage des travaux de modernisation de l'aéroport international de Ndjili. C'était à l'issue d'une séance de travail avec la Régie des voies aériennes (RVA) et l'entreprise Millvest chargée de l'exécution de ces travaux. Selon le ministre, un grand nombre des préalables à la matérialisation de ce projet sont vidés. Il a dit être venu pour s'assurer de l'harmonisation des vues entre les deux parties, c'est à dire l'entreprise Millvest et la RVA et visiter le site où se dérouleront les travaux. Ces travaux dureront deux ans.

Tshopo : les déplacés du conflit communautaire Mbole-Lengola désormais sous escorte policière. Les agents de la police nationale congolaise vont désormais escorter les déplacés du conflit communautaires Mbole-Lengola, qui retournent dans leurs champs dans la commune rurale de Lubunga (Tshopo). Elle vise à sécuriser ces populations qui vivent dans des conditions difficiles dans le site d'hébergement à la paroisse Saint Gabriel de Simisimi. La semaine dernière, une dizaine des déplacés ont été tués et plusieurs autres blessés grièvement dont deux enfants amputés des bras à l'arme blanche. L'incident s'est passé dans leurs champs au village Babusoko.

Mahagi: des présumés miliciens tuent 5 paysans à Selega. Un groupe de présumés miliciens de la Codeco venus de la chefferie voisine de Walendu Watsi a envahi les champs des autochtones à Selega, localité située à 23 km de Ngote. L'objectif de ces assaillants était de se ravitailler en produits agricoles. Selon le chef de la chefferie de Panduru dans le territoire de Mahagi, ces miliciens ont ouvert le feu sur les paysans qui travaillaient aux champs.

Cinq parmi eux ont été blessés par balles et sont morts quelques heures plus tard au lieu de drame. Il déclare que trois rescapés sont arrivés le même lundi à Ngote et ont alerté les autorités coutumières. Il ajoute que l'armée est arrivée sur place au moment où ces miliciens s'étaient déjà retirés. Ce qui a permis aux membres de leur famille de s'y rendre pour récupérer des corps des victimes. Plusieurs familles de Selega ont quitté leurs milieux pour trouver refuge aux villages de Rona et Djopazaka toujours dans la chefferie de Panduru.

Mai-Ndombe : plusieurs boutiques sous l'eau à Mushie à la suite des inondations, après le débordement des eaux de la rivière Mfimi. Fragilisées par les eaux, des maisons d'habitation s'écroulent, les routes se dégradent. Les commerçants sont en difficulté pour conserver leurs marchandises et plusieurs ménages sont sans abris. Les commerçants transportent leurs marchandises vers les terres les plus clémentes.

CAN Côte d'Ivoire 2023 : des gadgets aux couleurs nationales vendus à Kinshasa. La participation des Léopards, l'équipe nationale congolaise de football, à la grand-messe de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en Côte d'Ivoire a suscité plusieurs activités commerciales aux couleurs de la RDC à Kinshasa. Certains vendeurs ambulants se sont lancés dans la vente des gadgets, tee-shirts et autres drapeaux aux couleurs du pays. Parmi ces produits en vente, on trouve des drapeaux, des drapelets, des bracelets en perles, des écharpes, des vareuses et des autocollants. Ce commerce est très rentable surtout en cette période de la CAN, expliquent certains commerçants.

Elections 2023 : la société civile de Beni exhorte les candidats perdants à éviter les contestations dans la rue. Selon la Coordination urbaine de la société civile de Beni certains candidats et états-majors de partis politiques choisissent la rue pour revendiquer leur supposée victoire. Le président urbain de la société civile de Beni, les invite plutôt, à s'adresser aux cours et tribunaux, habilités à statuer sur les contentieux électoraux. Il estime que « lorsque vous pensez que vos voix ont été attribuées à un autre candidat, il est un bon de rassembler tous les éléments de preuve et entreprendre une procédure judiciaire ». Depuis l'annonce des résultats provisoires des élections législatives nationales, provinciales et municipales, cette structure citoyenne du Nord-Kivu annonce avoir enregistré, entre autres, des cas de barricades des routes, de la part des candidats malheureux.

Vital Kamerhe : « Le Gouvernement reste déterminé à rendre effectif le programme du Président Félix Tshisekedi, axé sur la diversification de l'économie ... ». D'après le ministre de l'Economie nationale « tout cela ne doit pas demeurer un slogan. Et le Premier ministre a été très clair là-dessus ». Et d'ajouter : « Produire, ça implique la construction des infrastructures. Les routes de desserte agricole, les routes d'intérêt général et les routes provinciales. Ceci nous amène dans un autre domaine, celui de l'énergie, et tout ceci crée de l'emploi et crée des richesses et donne de l'espoir pour le peuple congolais ». Toujours d'après lui, à la prochaine réunion de conjoncture économique, la ministre d'État et ministre du Plan ainsi que le ministre du Commerce extérieur qui étaient porteurs de ce projet, devront présenter un tableau du bord, une fiche et une feuille de route pour réaliser ce projet petit à petit.

Djugu : les déplacés du site de Kpawi satisfaits des interventions de la Monusco. « Franchement, à Gina, n'eut été la présence de la Monusco, les déplacés n'allaient pas vivre. Si nous sommes ici depuis trois ans, c'est grâce à ces gens-là. En tout cas, nous leur jetons un bouquet de fleurs. Ils font des patrouilles nocturnes et même diurnes. S'il y a une alerte, la Monusco se mobilise, nous les remercions beaucoup ».

Kinshasa : un consortium d'ONG appelle à la libération de Salomon Idi Kalonda. Dans son appel, le coordonnateur de cette structure, estime que le conseiller spécial de Moïse Katumbi doit occuper son siège à l'assemblée provinciale du Maniema. En effet, Salomon Idi Kalonda, a été élu député provincial en décembre dernier alors qu'il est en prison. Il en appelle à l'intervention du Chef de l'Etat dans ce dossier : « C'est une demande que la population adresse clairement surtout au Président de la République et à toutes les institutions qui peuvent intervenir sur son cas pour qu'on puisse comprendre que c'est quelqu'un qui est porté par la population, en qui la population met sa confiance ».

Nord-Kivu : la banque Ujamaa et les agriculteurs de Bweremana signent un nouveau partenariat. L'idée de ce partenariat pour la banque Ujamaa est de renforcer ses capacités d'approvisionnement en produits agricoles et surtout de rassurer les paysans de l'écoulement de leurs produits. La banque de produits agricoles est une structure mise en place pour améliorer les conditions de vie des agriculteurs et leur redonner espoir en leur rassurant le marché de leurs produits agricoles.

Sud-Kivu : préparatifs d'installation d'une commission consultative du règlement des conflits coutumiers. Environ quatre-vingt-dix participants composés des chefs de chefferie, des administrateurs de territoire, de la société civile et bien d'autres structures ont débuté, mercredi 24 janvier à Bukavu (Sud-Kivu) un atelier dont l'objectif est d'installer la Commission consultative de règlement des conflits coutumiers, (CCRCC) provinciale.

Deux rôles majeurs sont assignés à cette commission : traiter les recours des sentences contestées par les Commissions consultatives de règlement des conflits coutumiers, (CCRCC) des secteurs et chefferies d'une part, et traiter les conflits qui affectent les leaders des chefferies d'autre part. Cela, dans le but de régler les conflits coutumiers auxquels sont confrontés les communautés. Pour le vice-gouverneur du Sud-Kivu, « les conflits des pouvoirs coutumiers sont à la base de la recrudescence et de la persistance de l'insécurité sous toutes ses formes dans la province et ont freiné significativement son effort économique et social ». Le gouvernement provincial dit porter un intérêt particulier à cet atelier, car ces conflits coutumiers ont longtemps plombé le développement du Sud-Kivu.

Masisi : une dizaine de morts à la suite des combats entre le M23 et les Fardc à Mweso. Selon des sources sur place, ces victimes dont plusieurs enfants qui avaient trouvé refuge dans une maison en matériaux durable pour se mettre à l'abri de ces accrochages. Certains habitants de Mweso ont trouvé refuge à l'Hôpital générale, où ils ne bénéficient d'aucune assistance. D'autres ont trouvé refuge à la paroisse et d'autres ont pris la direction de Mpati et Busumba dans la même région pour se mettre en sécurité. Les rebelles du M23 se trouvent à Nyenyeri non loin du centre des activités alors que les Fardc et les groupes armés sont à Bukama et au marché de Mweso, à 2 km du centre. Ces belligérants se tirent dessus et exposent ainsi la population à la puissance du feu.

Kinshasa : publication de l'ouvrage « Code du travail, recueil des modalités d'application ». Paru aux éditions Concordia, ce livre de 973 pages constitue un outil de travail indispensable avec une vue complète et actualisée de la législation du travail en RDC. Cet ouvrage intervient 10 ans après la première édition du livre de Christian Hemedi ayant évoqué la question du Code du travail congolais.

Maniema : l'effondrement du pont Luhuku entrave les activités socio-économiques à Kayembe. L'affaissement de cet ouvrage rend difficile la vie de la population de cette contrée : les élèves des villages avoisinants ont du mal à se rendre à l'école, et plusieurs véhicules bloqués occasionnant ainsi la hausse de prix des produits vivriers. Cela fait plus de deux semaines que le pont Luhuku s'est effondré.

Plus de 14 000 enfants retirés des mines du cobalt et réinsérés dans la société en 5 ans. « Ce projet a tenu à assainir la chaîne d'approvisionnement du cobalt surtout dans le secteur artisanal, en enlevant tous les enfants travaillant dans les mines de cobalt et les amener à être pris en charge pour leur scolarité, à avoir des actes de naissance et une prise en charge psychologique et sanitaire », a expliqué la coordonnatrice du Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt (PABEA-COBALT). Ce projet a également identifié plus de 10 000 parents de ces enfants réinsérés qui vont développer leur entrepreneuriat dans le Centre de promotion et de l'entrepreneuriat des jeunes en agrobusiness (CEPEJAB) au Haut-Katanga et au Lualaba. Dans ce projet, le gouvernement congolais à travers le ministère des Affaires, entend lutter contre la pauvreté des ménages afin de retenir les enfants dans les familles.

Masisi : au moins 17 morts et 27 blessés aux bombes, larguées par le M23 à Mweso (Armée). Selon le porte-parole de l'armée au Nord-Kivu, « ayant constaté la perte de la cité de Mweso, les terroristes du M23, appuyés par l'armée rwandaise, ont bombardé au mortier 120, la cité de Mweso, causant la mort de 19 personnes et 27 blessés parmi les civils innocents ». Plusieurs maisons d'habitation de Mweso ont également été essoufflées par les explosions des bombes. Considérant cet acte terroriste comme une violation grave du droit humanitaire international, les Fardc appellent la communauté internationale à se saisir de cette bavure afin d'en tirer les conséquences qui s'imposent. Les Fardc restent déterminées à bouter hors du territoire national, l'armée rwandaise et ces terroristes du M23.

Bukavu : des acteurs non étatiques sensibilisés contre la désinformation. A l'initiative du Bureau de la Communication stratégique et de l'information Publique de la Monusco, cette formation a voulu renforcer la compréhension des participants mais aussi les outiller contre la désinformation. À l'issue de cette formation, les participants peuvent désormais détecter le vrai du faux et surtout se questionner avant de partager une information.

Lubumbashi : des milliers d'élèves sensibilisés sur les notions de la paix. L'Unicef a organisé cette activité dans le cadre de la journée internationale de l'éducation au Complexe scolaire Kashobwe, de Lubumbashi. A cette occasion, la cheffe de bureau par intérim de l'Unicef/Lubumbashi, a exhorté ces élèves à intérioriser et à appliquer cette notion dans leur vécu quotidien. « Que ça soit ici à l'école, ou dans vos communautés, que ça soit dans votre environnement de vie, partout où vous allez, soyez des personnes qui amènent la paix, qui donnent le message de la paix, qui consolident la paix. Il faut que vous puissiez savoir que votre avenir est basé sur la paix ».

Vendredi 26 janvier.

Bukavu : la Nouvelle dynamique de la société civile contre les inégalités salariales en RDC. Les représentants de cette structure citoyenne ont levé cette option lors de leur première réunion tenue à Bukavu (Sud-Kivu). Ensemble, ils ont convenu de mobiliser leurs pairs des autres provinces afin d'engager une lutte commune contre ce fléau au niveau national. En effet, cette dynamique a tenu coûte que coûte à apporter un changement sur cette situation en RDC où, les animateurs des institutions s'attribuent le gros du revenu au mépris du reste des couches de la population. Ce problème des irrégularités salariales est social et non politique. Une seconde réunion de cette dynamique est prévue mercredi 31 janvier au cours de laquelle une pétition sera orientée au président de la République.

La Ceni attend la résolution des conflits de limites entre certaines communes pour y organiser le scrutin municipal. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) attend que le ministère de l'Intérieur et Sécurité clarifie les conflits de pouvoir et des limites dans certaines communes afin d'avoir la possibilité d'y organiser les élections municipales. Par ailleurs, le directeur de communication de la Ceni rappelle aux candidats lésés par les résultats provisoires des législatives provinciales et communales de saisir les juridictions compétentes en contestation dans les huit jours à dater de la publication de ces résultats.

Beni : trois écoles fermées à la suite de l'insécurité à Mangina. « Ce sont trois écoles dont deux écoles primaires et une maternelle qui n'ont pas encore repris les activités. C'est parce que ces écoles sont situées à la périphérie de la commune de Mangina côté Ouest ». Des cours de rattrapage vont être organisés pour les élèves de ces écoles qui seront finalement délocalisées de la périphérie vers le centre de Mangina pour la sécurité des élèves.

Goma : Virunga Energie annonce la fin des délestages sur son réseau de distribution, dans la ville de Goma. Réagissant à cette annonce, les acteurs de la société civile de Goma espèrent le rétablissement rapide de la paix. Pour eux, c'est la seule garantie d'éviter des coupures du courant de la centrale électrique de Matebe installée dans le territoire de Rutshuru, jusque-là sous occupation du M23 et ses alliés. L'année dernière à la suite des problèmes techniques enregistrés au niveau de la centrale de Matebe à cause des bombardements répétitifs des lignes de cette société dans la zone sous occupation du M23, Virunga Energie avait décidé d'instaurer le délestage dans la fourniture en électricité.

Djugu : au moins 6 cas de viol des mineures enregistrés en 2023 parmi les déplacés. La présidente de l'Association des femmes et des jeunes filles de Gina raconte « c'est avec douleur, angoisse, chagrin, anxiété et une profonde tristesse que les femmes du groupement Gina digèrent péniblement la dépravation des mœurs qui sévit dans cette entité coutumière. Elles affirment être des témoins des scènes érotiques entre des jeunes adolescents qui pratiquent le sexe, soit aux champs, soit dans des habitations abandonnées par la population qui a fui la guerre ». Elle a dénoncé également des abus sexuels des adultes sur des filles mineures. Ces adultes profitent de leur état de vulnérabilité, moyennant une somme d'argent dérisoire pour la survie des victimes. Elle demande au gouvernement de rétablir la paix afin de permettre aux nombreuses familles qui ont fui la guerre de regagner leurs milieux d'origine.

Kinshasa : le Front commun de la jeunesse appelle Felix Tshisekedi à concrétiser sa promesse sur l'emploi et l'entreprenariat des jeunes. « Nous sommes là pour mener un combat pour la jeunesse congolaise en général, nous sommes là pour mener un combat de la participation active dans la sphère décisionnelle de la jeunesse congolaise, nous sommes là pour mener un combat de briser ce cycle de l'oligarchie nous imposée par nos aînés. Il est donc saugrenu, inacceptable qu'une poignée de gens ou une poignée de quelques familles qui doivent accaparer le pouvoir politique et même économique de notre pays pendant des générations, nous bombardant des trucs du genre : « vous êtes jeunes, la jeunesse est l'avenir, nous arriverons à résoudre vos problèmes dans l'avenir. Ce n'est pas compréhensible qu'à ce jour, même les octogénaires courent encore pour le pouvoir... Même au sein des partis politiques de ces mêmes caciques que nous connaissons, pourquoi au moment de proposer des noms, au moment de proposer des listes, ils ne prendront pas compte de leur propre jeunesse ? », s'interrogent-ils.

Elections 2023 en RDC : Lamuka rejette tous les résultats publiés par la Ceni. « Il n'y a pas eu élections, parce que toute la fraude, la tricherie a été boutiquée. En tant que tel, comme dit le principe de droit, la fraude annule tout. Nous estimons que les résultats ou les chiffres qui ont été publiés, ont été fabriqués de toute pièce ; et là, nous venons de démontrer que ces chiffres ne peuvent être acceptés par n'importe qui les analyse et qui les regarde ». Le coordonnateur de la Coordination des opérations électorales de Lamuka constate que le pays a des institutions qui sont politisées. C'est le cas, selon lui, de la Cour constitutionnelle et la Ceni « qu'on a voulu neutre et indépendante une machine à fabriquer les dirigeants ». Pour le coordonnateur des opérations électorales de Lamuka, les élections ont été entachées d'irrégularités considérables, d'une fraude à l'échelle nationale, elles ne sont pas crédibles... Elles doivent purement et simplement être annulées ».

Seulement 20 % des propositions de loi adoptées par le Parlement au cours de la législature 2019-2023 (Ebuteli). De la reconfiguration de la majorité parlementaire au boycott de l'adoption de la loi sur la répartition des sièges par les députés de l'opposition, en passant par la destitution du bureau de Jeanine Mabunda, du ministre de l'Economie Jean-Marie Kalumba et l'invalidation des députés dits « absentéistes », mais aussi l'entérinement controversé des juges de la Cour constitutionnelle, la législature 2019-2023 aura été politiquement mouvementée, affirme le rapport de l'Institut Ebuteli. Du point de vue de sa production législative, Talatala note que le plus grand nombre des propositions adoptées (8) s'est réalisé au cours de la dernière session de septembre 2023. Durant les 27 mois de sessions ordinaires, l'Assemblée nationale n'a ainsi dépassé qu'une seule fois la barre de cinq propositions de loi adoptées par session. Au cours de la législature achevée en décembre dernier, l'Assemblée nationale a adopté, au total, 21 propositions de loi sur 100 initiatives déposées par les députés, soit 21%. Du côté des initiatives législatives du gouvernement, 94 projets de loi ont été adoptés sans compter les 61 prorogations de l'état de siège instauré depuis 2021.

Mavuno : une organisation qui accompagne les agriculteurs de Beni dans l'amélioration des produits à mettre sur le marché. Le centre d'encadrement pour le développement de Mavuno est basé à Kianzaba, à 25 km de Beni. Ce centre occupe une vaste étendue de forêt, évaluée à plus de 50 ha. Cette concession non entièrement exploitée est parsemée des étangs piscicoles, de champs pilotes de diverses cultures, des poulaillers, etc. Le directeur général de Mavuno affirme que l'objectif de cette structure est de montrer aux jeunes les opportunités. « C'est difficile d'apprendre l'entrepreneuriat par la théorie. Il faut exposer ces jeunes à la pratique. Lui-même va voir, quand on sème juste un kilo de maïs puis on récolte une bonne quantité. Le premier volet c'est le développement agricole. Et là nous travaillons avec différents partenaires. Nous sommes actifs en Ituri dans la zone de santé de Gety, à Beni et à Lubero. Nous accompagnons les paysans en leur donnant accès à la terre, aux connaissances, aux intrants agricoles, au marché et au crédit », a expliqué David Masomo. Il note aussi que Mavuno planifie des activités visant à transformer des produits agricoles : « Il y a d'autres produits que nous identifions auprès des paysans, que nous achetons et procédons à leur transformation. C'est le cas des feuilles de manioc qu'on appelle du Sombé, que nous transformons et exportons aux Etats-Unis. Il y a également plusieurs autres produits que nous transformons et qui se retrouvent dans les différents supermarchés locaux. C'est notamment la poudre de plantain, de terreau, du soya, du gingembre, la poudre de cellérier, du piment, des noix de cola, la farine de manioc, etc. ». **Valoriser l'industrie mécanique locale.** Florance Kavira est cette agricultrice qui affirme que le marché de Mavuno leur a permis de comprendre la valeur de l'agriculture. « Je cultive du manioc, du haricot et des arachides, du soya, ... Je vends des causettes de manioc et du Sombé. Mavuno est notre meilleur acteur. Il achète en très grande quantité. Leurs achats nous procurent beaucoup d'argent et ça nous aide énormément », témoigne-t-elle. Quant à la transformation, Mavuno valorise l'industrie mécanique locale. Tous ses équipements ont été fabriqués à Butembo : « Pour transformer nous avons mis sur pied un système de séchage. Nous avons des séchoirs, et des machines pour moudre, parce que tout ce qui est farine ou poudre doit être d'abord séché puis moulu », note David Masomo. **Encadrer les élèves et les étudiants.** Le deuxième volet des activités de Mavuno concerne l'encadrement des élèves et étudiants qui œuvrent dans le domaine agricole et celui de l'élevage. David Masomo explique comment cela est mis en place : « Là où nous nous trouvons actuellement c'est le centre de développement rural. Nous avons une école que vous voyez là-bas, qui fonctionne depuis septembre 2023. Ça s'appelle Complexe Scolaire Mavuno Académie, où on organise l'institut technique agricole. Dans ce bâtiment en chantier d'une capacité d'environ 80 élèves ou étudiants, on va commencer à recevoir peut-être dès l'année prochaine des stagiaires qui veulent apprendre les techniques agricoles et d'élevage. On va signer des contrats de partenariat avec des écoles et institutions universitaires pour le stage », a noté David Masomo. « Juste à côté, vous voyez comment on construit un terrain de basket et volleyball. C'est pour que les stagiaires se sentent à l'aise et se retrouvent dans de meilleures conditions d'apprentissage. Un peu plus loin, on organise la pisciculture. On a quatre étangs qui nous produisent énormément des poissons tilapia et Shark », a ajouté M. Masomo. Pour ces différentes activités et projets, Mavuno bénéficie de l'aide de plusieurs bailleurs de fonds dont Tearfund, United Kingdom, Word Vision, la fondation Virunga, BridgeWay et des dons des personnes de bonne volonté.

Samedi 27 janvier.

L'épidémie de choléra et la conjonctivite touchent le centre de formation militaire de Mura, à Likasi. Les zones de santé de Lubumbashi, Katuba, Kenya Kamalondo et Kisanga ont déjà notifié des cas avec quelques décès. « Nous avons l'épidémie de choléra qui s'est déclarée dans notre centre d'instruction à Mura où nous avons déjà enregistré une dizaine de morts. L'origine de cette maladie n'est pas encore définie », a indiqué le général Eddy Kapendé. L'Unicef qui a été informé, a vite mis à la disposition de ces centres, les intrants pour y faire face. « On a déjà des stocks de prévention mais aussi de la prise en charge. On ne va pas s'arrêter là ». Pour lutter contre cette maladie, il est prévu les travaux d'assainissement autour de ce centre et la chloration de l'eau de consommation. Entre temps, un appel est lancé à la population pour observer les mesures d'hygiène. A noter aussi que, la

conjonctivite est également signalée dans ce centre d'instruction, selon le commandant de la vingt-deuxième région militaire.

Nord-Kivu : 400 écoles de Rutshuru ne fonctionnent pas, les enfants exposés au recrutement. C'est à la suite de l'insécurité quasi-permanente dans la région couvrant tous les villages situés dans les groupements de Bukombo, Bishusha, Tongo et Bambo. Les acteurs locaux ainsi que ceux de la société civile redoutent le danger de "perversion de toute la jeunesse de cette partie du territoire de Rutshuru". Ils craignent également d'autres répercussions subséquentes, entre autres les grossesses et les mariages indésirables et précoces chez les jeunes filles ainsi que la montée de la criminalité dans cette zone, ayant pour cause essentielle l'enrôlement des jeunes désœuvrés dans les groupes armés et dans la rébellion du M23. « Nous voudrions que le Gouvernement puisse stabiliser cette zone de la sous-division de Rutshuru 5 afin que durant ce mois de janvier les enfants puissent reprendre le chemin de l'école. Parce que cette sous-division compte plus de 400 écoles qui ne sont pas opérationnelles ».

La société civile de Kinshasa sensibilise au renforcement de la cohésion nationale en RDC. La Dynamique progressiste de la société civile, qui milite pour un Etat de droit et la bonne gouvernance estiment qu'il faut une autopsie de la situation actuelle passant par plusieurs approches notamment des consultations, des forums et des dialogues avec les communautés et les institutions et communautés afin que cette cohésion soit effective dans ces territoires en particulier et sur l'ensemble du pays. « Nous sentons le danger qui guette la nation, en ce qui concerne sa stabilité et la cohésion nationale, et nous, en tant qu'acteurs de la société civile, nous pensons que le Président a un grand rôle à jouer par son serment constitutionnel, à pouvoir promouvoir cette cohésion nationale. Nous voulons lui [Président Tshisekedi] apporter notre appui, notre accompagnement, pour que cette cohésion nationale soit effective. Ici il s'agit des organisations de la société civile qui travaillent pour évaluer l'état du pays, les causes qui peuvent mettre en mal la cohésion nationale, et œuvrer pour qu'effectivement la paix règne dans le pays et que la cohésion nationale soit effective. Et nous avons essayé d'épingler plusieurs points qui se démontrent comme des dangers pour la cohésion nationale, et aussi tous les discours de haine, la stigmatisation de certains groupes ethniques».

Nord-Kivu : de nombreux élèves privés de cours à la suite de l'Insécurité à Beni et Lubero. « Quand il y a la guerre dans un coin, les enfants ont souvent peur d'aller à l'école. Pas parce qu'ils ne sont pas dans leurs milieux naturels mais parce qu'ils craignent les actions des groupes armés. Ce qui met en danger toute la communauté, imaginez une société dans laquelle les enfants ne sont pas en train d'étudier », a fait savoir Joël Ngunza. Il a regretté le fait qu'il y a même des enfants qui se font recruter dans des groupes armés.

Nord-Kivu : Mweso, une zone stratégique sur le plan économique et opérationnel. Centre de violents combats depuis plusieurs jours entre les FARDC et les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda, cette cité est un carrefour qui relie les territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale. C'est pour cette raison que les rebelles du M23 tiennent à tout prix à maintenir leur contrôle dans la région de Mweso-Kitshanga. En fait, à partir de Mweso, on obtient le contrôle sur plusieurs axes importants notamment l'axe Kashuga-Kalembe qui mène vers Walikale, l'axe Kitshanga dans le Masisi mais aussi l'axe Katsiru-JTN dans le Rutshuru. Mweso et Bukombo dans le Bwito permettent également aux rebelles du M23 de se ravitailler en hommes et en armes depuis le Rwanda en passant par Kalengera-Tongo-Bwiza, affirment des notables de la zone. Sur le plan socio-économique, l'axe Mweso est actuellement la seule voie routière qui connecte le Grand Nord à la ville de Goma, après la suspension du trafic sur la route Goma-Rutshuru. Tous les camions des marchandises et véhicules des voyageurs en provenance de Beni-Butembo doivent passer par Kanyabayonga-Nyanzale-Katsiru-Mweso jusqu'à Goma en passant par Masisi. Ce tronçon est très long mais aussi en délabrement. Les usagers de cette route font face à de multiples barrières érigées par des hommes armés qui font payer des taxes exorbitantes aux passagers. **Masisi : inhumation de 19 victimes de bombardements à Mweso.** Des acteurs locaux avec l'aide de l'Hôpital général de Mweso, territoire de Masisi (Nord-Kivu) ont inhumé, vendredi 26 janvier, les corps de 19 victimes de bombardements, attribués aux rebelles du M23. Entre-temps, une accalmie relative a été observée toute la journée du vendredi à Mweso, au lendemain du drame et des dégâts matériels importants enregistrés dans la région à la suite des combats violents. **Masisi : retrait des humanitaires de Mweso et ses environs à la suite des combats entre FARDC et M23.** Selon des sources locales, d'autres ont réduit sensiblement leur personnel sur place. « Il est très difficile de rester à Mweso. On a résisté mais les choses deviennent très difficile raison pour laquelle nous jugeons bon d'abandonner la zone en attendant le rétablissement de la paix et la sécurité », a témoigné un agent humanitaire. Ces affrontements sont en outre rapportés sur les différents axes en territoires de Masisi et Rutshuru notamment dans la cité de Mweso.

Beni : la NSCC accuse les Farde de tracasser la population à Ruwenzori, sur les routes de desserte agricole de ce coin. Selon son coordonnateur, les militaires déployés dans cette région ont érigé des barrières illégales, où ils

font payer des taxes illégales allant de 500 à 1000 FC aux cultivateurs. Il a affirmé avoir saisi le commandant militaire du coin qui, à son tour, a promis de s'impliquer davantage pour que cette tracasserie cesse.

Ituri : plus de 300 pêcheurs exercent la pêche illicite dans les zones sous contrôle des miliciens. Le chef de Division provincial de service de pêche, a indiqué que ces pêcheurs utilisent des filets à mailles prohibés et cela en complicité avec certains militaires des Fardc. Il redoute que cette pratique ignoble puisse détruire l'écosystème aquatique et baisser la production des poissons au lac Albert. Il a ainsi demandé au gouvernement de faire respecter la réglementation de la pêche au lac Albert et sanctionner les contrevenants.

Changement climatique à Mbandaka : les paysans appelés à pratiquer « l'agriculture durable », en vue de résister aux effets du changement climatique. Il s'agit entre autres de : zéro agriculture sur brûlis, zéro labour, agriculture de précision, culture des variétés tolérantes à la chaleur, gestion intégrée de la fertilité des sols, utilisation des semences améliorées et des engrais organiques. « C'est grâce à la prise de conscience des causes et effets du changement climatique que les petits agriculteurs devront efficacement s'intégrer dans la lutte. Car le changement climatique demeure leur second défi majeur, après la production quantitative et qualitative des vivres pour la population ». Les effets du changement climatique n'épargnent pas les agriculteurs de l'Equateur qui font face notamment à la perturbation du régime pluviométrique qui bouleverse le calendrier agricole et les récoltes attendues.

Tanganyika : la gouverneure Ngungua accusée de détournement de 274 000 USD en deux mois. La gouverneure incriminée a détourné, dans la deuxième quinzaine de novembre dernier, la somme de 13 000 USD, destinée au transport des effigies du chef de l'Etat de Kinshasa à Kalemie. Le mouvement citoyen Vijana Tulamuke RDC lui reproche également d'avoir subtilisé, lors de la même période, la somme de 31 000 USD affectée à l'impression des banderoles pour la visibilité du chef de l'Etat. L'accuse d'avoir également détourné la somme de 500 millions de FC pour l'accueil du chef de l'Etat dans le Tanganyika. « Chaque mois, une somme de 76 000 000 FC est validée et décaissée en faveur du Directeur Provincial de l'ANR Tanganyika pour la Communauté de renseignements, mais ce dernier n'en perçoit que la modique somme de 15 000 000 FC et la différence de 61 000 000 FC est détournée par madame le Gouverneur », a poursuivi le coordonnateur de ce mouvement citoyen. Il a en outre accusé la gouverneure du Tanganyika d'avoir détourné plusieurs dossiers des frais médicaux, des frais funéraires pourtant validés par l'IGF. « Nous demandons au chef de l'Etat de faire le mieux possible pour que la justice ne soit pas corrompue. Tel qu'il a prôné l'état de droit, ce dossier ne soit pas passé inaperçu. Et que cette justice soit impartiale ».

Goma : inauguration de l'extension du réseau d'adduction d'eau de la Regideso en faveur des déplacés et des autochtones. Près de 150 000 personnes déplacées et la population locale de Nyiragongo, (Nord-Kivu) peuvent désormais s'approvisionner en eau potable grâce à l'extension du réseau d'adduction d'eau de la Regideso. Elle est construite par la société Virunga Energie avec un financement de l'Union européenne à travers l'Unicef. Cette nouvelle extension a été remise aux autorités provinciales par l'ambassadeur de l'Union européenne en RDC. Financé à hauteur d'un million d'euros, le projet comprend plus de 5km de tuyaux souterrains et une installation de pompage équipée de deux pompes d'une capacité de 150 mille litres par heure.

Goma : 11 taximen motos déferés devant la justice pour avoir roulé après 18 heures. Mesure prise par le Gouverneur militaire, il y a plus de 2 semaines, pour lutter contre la recrudescence de l'insécurité dans la ville de Goma. Devant la presse, le commissaire supérieur principal, a indiqué que ces récalcitrants devront répondre de leurs actes. L'autorité urbaine de Goma a demandé à la population de garder son mal en patience car, selon lui, cette mesure sera d'abord évaluée pendant 1 ou deux mois avant d'être levée.

Lubero : des miliciens accusés de diverses exactions contre les populations à Botambisi. Les creuseurs du site minier de Botambisi, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu) ont dénoncé, depuis jeudi 25 janvier, les barrières illégales ainsi que les travaux forcés des miliciens qui écumant les zones minières de ce coin. Ces creuseurs d'or demandent aux autorités de mettre fin à cette situation qui risque de les paupériser davantage. Ces miliciens exigent des amendes exorbitantes et commettent des violations des droits humains à l'encontre des populations de Botambisi.

Sud-Kivu : 3 personnes trouvent la mort dans un naufrage au lac Kivu. Une pirogue motorisée a fait naufrage, le 26 janvier dans la soirée au large de Karhulo à Idjwi sur le lac Kivu, occasionnant ainsi la mort de 3 personnes. La pirogue en provenance de Bukavu qui se dirigeait vers Bugarula, a échoué sur le lac Kivu à la suite de la surcharge.

L'embarcation avait à son bord 20 sacs de ciments en plus des passagers, dont le nombre reste inconnu.

Goma : des évêques du Burundi, de la RDC et du Rwanda visitent les déplacés de Lushagala, à l'ouest de Goma. Le camp de Lushagala abrite environ 53 000 personnes qui ont fui la guerre dans le territoire de Masisi. Devant leur misère, ces évêques invitent les acteurs de la région à adhérer à la construction de la paix pour éviter aux populations de continuer à subir une telle souffrance. Les évêques ont apporté une assistance en matelas, couvertures et savons pour les structures médicales installées sur ce site des déplacés. Ces hommes d'Eglises sont en séjour à Goma depuis vendredi dernier. Leur mission de 4 jours s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Paix aux Grands lacs ». C'est une initiative des églises d'Afrique centrale pour promouvoir la paix dans la région des Grands lacs.

Peter Kazadi réhabilite les gouverneurs et vice-gouverneurs suspendus après leur invalidation par la Ceni. Il s'agit des gouverneurs Gentiny Ngobila de Kinshasa, Bobo Boloko de l'Équateur, César Limbaya de la Mongala, Pancrace Boongo de la Tshuapa, et les vice-gouverneurs de Tshuapa et du Kasai-Central. Dans un télégramme officiel adressé à ces autorités provinciales, le ministre de l'Intérieur leur annonce leur réhabilitation dans leurs fonctions officielles, à la suite de leurs recours administratifs et requêtes devant la Cour constitutionnelle, en attendant les décisions judiciaires « afin de préserver la tranquillité et la paix sociale ». Ces gouverneurs et vice-gouverneurs avaient été suspendus par le ministre quelques jours après l'invalidation de leurs suffrages par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour fraude électorale lors du scrutin législatif en décembre dernier.

Lubumbashi : 900 familles sans abris après des inondations. Neuf cents ménages du quartier Brondo dans la commune Kenya à Lubumbashi (Haut-Katanga) sont sans abris, a alerté, le 27 janvier, la division provinciale des actions humanitaires. D'après le chargé des catastrophes et urgences humanitaires à cette division, ces familles ont dû abandonner leurs domiciles envahis par les eaux de la rivière Lubumbashi en crue après des fortes pluies qui se sont abattues sur la ville cuprifère. Pour le chargé des catastrophes et urgences humanitaires de la division provinciale des actions humanitaires, « cette situation nécessite une intervention des autorités compétentes ».

Dimanche 28 janvier.

Des transfuges de l'opposition créent la plateforme politique « Mouvement des patriotes congolais engagés ». Des candidats députés nationaux et provinciaux issus des partis politiques de l'opposition, notamment Ensemble pour la République de Moïse Katumbi, Envol de Delly Sessanga et LGD de Matata Ponyo, ont annoncé avoir créé une nouvelle plate-forme politique dénommée Mouvement des patriotes Congolais engagés (MCE). Après cette réunion d'évaluation du processus électoral du 20 décembre dernier, ces transfuges de l'opposition, reprochent à leurs leaders, « de constituer une opposition mal organisée, incapable de se réunir autour d'un seul candidat président unique ». Au cours de cette même déclaration, ils ont félicité Félix-Antoine Tshisekedi pour sa réélection et lui ont témoigné leur « soutien indéfectible dans son combat pour notamment, la souveraineté nationale ».

Nicolas Berlanga, nouvel ambassadeur de l'UE en RDC, promet « d'être proche des autorités à tous les niveaux ». Pour sa première mission en province, Nicolas Berlanga s'est rendu au Nord-Kivu. Il donne les raisons de ce choix : « Je pense que tout le monde reconnaît l'importance de l'Est de la RDC en termes de population, de potentialités économiques et agricoles. C'est aussi un croisement de chemin avec la région des Grands Lacs et la beauté formidable. Mais aussi il y a un problème humanitaire dans lequel l'Union européenne s'investit beaucoup avec un nombre très significatif de déplacés. Je voulais bien rencontrer les autorités et les acteurs politiques, économiques, culturels et religieux de l'Est pour continuer mon apprentissage afin d'appuyer les efforts des institutions congolaises ». Il a aussi salué l'attitude des communautés locales qui accueillent des déplacés. Il promet de visiter toutes les provinces de la RDC et apporter son dynamisme dans le secteur de développement et de l'investissement et rapprocher les populations de l'Union européenne de celles de la RDC.

MSF plaide pour le respect du droit humanitaire concernant les hôpitaux et les centres de santé de Mweso. Cette zone fait face aux combats entre les Fardc et les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda. Médecins sans frontières rassure la population que ses équipes n'ont pas quitté Mweso. Toutes les activités médicales se poursuivent à l'hôpital général de Mweso et dans les centres de santé appuyés par MSF. Depuis près de six jours, d'intenses combats ont été enregistrés dans la région de Mweso, provoquant une catastrophe humanitaire et des dégâts humains et matériels importants. MSF dit avoir pris en charge 36 blessés, à majorité des civils, dont 15 enfants alors que 20 personnes sont décédées à la suite des bombardements. « Des abris temporaires ont été fournis, des activités liées au renforcement de l'hygiène dans ces sites ont été mises en place pour éviter le développement des maladies hydriques.

Cardinal Ambongo à propos de la crise dans l'Est de la RDC : « Nos cœurs sont devenus insensibles à la misère du prochain ». C'était lors de son homélie prononcée à la messe pour la paix co-présidée par des évêques venus du Burundi, de la RDC et du Rwanda, à la paroisse Notre-Dame du Mont Carmel de Goma. Ces évêques sont membres de l'Association des conférences des évêques de l'Afrique centrale (ACEAC) et sont en visite apostolique au chef-lieu de la province du Nord-Kivu. En ce qui concerne la résolution de la crise dans la région des Grands Lacs, le Cardinal Fridolin Ambongo pense que l'indifférence devant la souffrance des autres fait durer le drame que vivent les populations dans cette zone. Pour lui, si depuis 30 ans, les victimes des crises ont été enregistrées dans les trois pays, le Rwanda, le Burundi et la RDC, durant la dernière décennie, c'est plus dans l'Est de la RDC qu'on retrouve plus des victimes. « Comment comprendre qu'on continue à se tirer dessus, qu'on continue à jeter des bombes dans les villages des environs alors qu'il y a déjà 6 millions des déplacés qui ne savent plus vers quel saint se tourner. Et malgré tout ça, c'est comme si nos cœurs ont été rendus des véritables pierres. Même si on nous dit aujourd'hui : là-bas on a tué autant, un peu plus loin on a massacré autant, plus loin : on a chassé autant de population de leurs villages... ça nous laisse indifférent. Les cœurs de pierre ». « Qui veut la paix, prépare la paix », est l'un des messages que les évêques catholiques du Burundi, du Rwanda et de la RDC partagent avec la population du Nord-Kivu, victime des conflits armés depuis trois décennies. Au moins 14 évêques participent à cette visite de Goma. Parmi eux, trois du Rwanda, trois du Burundi et 8 des diocèses de la RDC. **Cheikh Awazi Souleiman : « C'est de notre intérêt de construire la paix ».** Ce chef spirituel a ainsi réagi à l'appel du Cardinal Ambongo sur la promotion des valeurs de l'amour et du dialogue pour la paix dans la région des Grands-Lacs. « Nous les musulmans, nous remercions les catholiques, en premier le cardinal Ambongo. Nous remercions aussi les autres évêques venus des pays voisins, le Rwanda et le Burundi pour l'organisation d'une telle rencontre pour annoncer la paix. Le message du Cardinal est profond car c'est vrai, la guerre n'apporte pas la paix ; la guerre ne conduit même pas au développement », a rapporté l'Imam Chef d'entité Islamique au Nord-Kivu, Cheikh Awazi Souleiman. Il a également précisé que sans la paix, il n'y aura pas de développement en RDC. Les représentants de plusieurs églises protestantes étaient aussi présents à cette rencontre organisée par l'Association des conférences épiscopales d'Afrique centrale.

Après le meurtre de quatre civils, la société civile de Beni appelle les FARDC à intensifier les opérations contre les ADF. Le président de la société civile du territoire de Beni s'interroge : « l'ennemi a tué deux personnes à Mangazi, village situé à dix km de Mamove et Beu Manyama. C'était dans la matinée d'hier samedi que ces ennemis ont surpris ces civils dans leurs champs. C'est pour cela que la population continue à se demander pourquoi l'armée n'a jamais pris des dispositions et mécanismes pour éradiquer cet ennemi qui vient de faire plus de dix ans dans cette agglomération en train de causer plusieurs dégâts ». Il a aussi sollicité le renforcement d'effectifs des militaires et le lancement des opérations conjointes UPDF-FARDC.

Kinshasa : découverte du corps sans vie d'un taximan moto à Ngiri-Ngiri. Ce crime a été commis par deux hommes armés non identifiés qui, après avoir extorqué la moto ont tiré à bout portant sur la victime. Ce taximan moto, âgé de 20 ans, résidait dans la commune de Bumbu. Hormis le problème de vol des motos, les habitants de ce coin de la capitale évoquent également celui du gangstérisme communément appelé « phénomène kuluna » qui bat son plein. La population se sent en insécurité à toute heure de la journée comme de la nuit.

Mbuji-Mayi : Julie Kalenga et Jean-Charles Okoto décident de récupérer des concessions spoliées de la MIBA. La gouverneure intérimaire du Kasai-Oriental, et le Président du conseil d'administration (PCA) de la Société minière de Bakuanga (MIBA) ont levé cette option lors d'un échange organisé à Kinshasa. « Le Conseil d'administration de la MIBA est en train d'amorcer les démarches pour que nous puissions situer toutes les concessions et nos concessions seront toujours MIBA. Et à tous ceux qui veulent des aventures, je crois qu'il est grand temps pour qu'ils prennent des dispositions », a ajouté le Président du conseil d'administration de la MIBA.

EPST/Maniema I : interdiction de renvoyer des élèves lors des examens du premier semestre. Le directeur de la province éducationnelle Maniema 1, a interdit, le 27 janvier, aux chefs d'établissements de sa juridiction de renvoyer les élèves non en règle de paiement lors de l'examen du premier semestre. « Mais, au niveau du secondaire, l'enseignement n'est pas gratuit. Je lance un appel vibrant à tous les parents, qu'ils passent au moins payer le peu de frais que l'État a demandé », a-t-il souligné. Le PROVED du Maniema I a par ailleurs regretté que certains parents de ce coin du pays ne connaissent même pas là où leurs enfants étudient.

Examen d'Etat 2023 : publication de 100 boursiers de la Fondation VODACOM. A travers cette initiative, VODACOM entend encourager la prochaine génération de scientifiques, d'ingénieurs et d'innovateurs congolais. Ces bénéficiaires ont été sélectionnés après une série d'épreuves organisées simultanément à Kinshasa et dans les différentes villes du pays. La Fondation VODACOM a, au cours de cette cinquième édition, plus privilégié les candidats ayant choisi les secteurs des Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STEM). Le processus de sélection pour le programme de ces bourses a été rigoureux et les candidats devaient démontrer non seulement

leur excellence académique, mais également leur passion pour le domaine de leur choix. Un panel d'éducateurs et de professionnels des secteurs STEM a évalué les candidatures des candidats en tenant compte de leurs résultats académiques, de leurs activités parascolaires et de leurs déclarations personnelles. Cette bourse va couvrir les frais académiques et connexes tout au long de leurs cinq années d'études universitaires, en fonction de leurs performances continue, pour garantir ainsi que ces étudiants se concentrent uniquement sur leur éducation et maximiser leur potentiel. C'est ainsi que la Fondation VODACOM se dit fière de contribuer au développement de l'éducation et de promouvoir l'excellence dans les domaines des STEM.

Lundi 29 janvier.

Assemblée nationale : plénière inaugurale ce lundi pour la 4e législature. Les nouveaux députés nationaux élus aux élections du 20 décembre 2023 sont convoqués ce lundi 29 janvier au Palais du peuple, à Kinshasa. Cette plénière procédera à la mise en place du bureau d'âge présidé par le doyen de la chambre, assisté des deux plus jeunes députés élus. Ce bureau d'âge conduira cette session inaugurale jusqu'à épuisement de l'ordre du jour. Ce nouveau bureau mettra en place une commission spéciale qui procédera à la vérification des dossiers de chaque député en vue de la validation prochaine de leurs pouvoirs. Cela impliquera, conformément à l'article 108 de la Constitution, la démission des plusieurs membres du Gouvernement et des autres institutions du pays pour des raisons d'incompatibilité des fonctions. Toujours conformément à l'article 114 de la Constitution, cette session inaugurale procédera aussi à l'élaboration du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, suivi de l'installation du bureau définitif qui marquera la clôture de ladite session.

Matadi : quatre centres de santé cambriolés par des bandits en une semaine. Les derniers cambriolages ont été perpétrés jeudi 25 janvier à l'hôpital Télépathie et au centre de santé Philippe. Après avoir menacé de mort le personnel soignant et les malades, ces bandits armés se sont emparés du coffre-fort, du dispositif médical ainsi que de quelques biens de valeur des malades. Dans la même nuit, ils ont poursuivi leur opération dans une boulangerie et ont emporté toute la recette du jour. Ces personnes armées non encore identifiées ont aussi opéré au centre de santé « La famille », puis à l'hôpital de l'église CBCO, au quartier 2 bis à également, elles ont tabassé le personnel soignant, les gardes malades, et même certains patients qui leur ont opposé une résistance. Ces bandits ont emporté notamment le microscope et des médicaments de ce centre de santé. La société civile du territoire de Songololo affirme que la population s'octroie illicitement des armes de petit calibre, pour leur auto-défense face aux bandits armés. Ce que la loi interdit. C'est dans ce contexte qu'il demande aux autorités compétentes de prendre des mesures urgentes pour arriver à bout de cette situation qui inquiète la population et perturbe la paix sociale.

Goma : la ville de Goma paralysée par la grève des motos-taximen. Les motards protestent contre la décision du gouverneur qui a réduit les heures de circulation des motos taxis jusqu'à 17 h à la suite de la montée de l'insécurité dans la ville depuis le début de janvier. Ce lundi dès les petites heures du matin, la ville de Goma ressemblait à une ville fantôme. Il n'y avait ni taxis, ni taxi bus, moins encore des motos taxis, habituellement visibles sur tous les principaux axes routiers et secondaires de la ville tôt le matin. Les chauffeurs de taxis craignaient de subir la foudre des motards grévistes s'ils prenaient des passagers. Ce qui explique l'absence de taxis et taxis bus sur les routes.

Kinshasa : tout « kuluna » arrêté sera déféré devant la justice militaire (Police). Le patron de la police dans la capitale a affirmé que cette mesure est prise pour lutter efficacement contre le banditisme urbain qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Et ainsi, punir comme il se doit ces jeunes délinquants qui traumatisent la population kinoise.

Matadi: le prix d'un sac de ciment gris passe de 22 000 à 26 500 FC. Le ministre provincial de l'économie a rencontré en début de la semaine dernière, des fournisseurs de ciment pour comprendre les causes profondes qui favorisent cette hausse décriée. « Les fournisseurs m'ont fait savoir qu'à la demande du ministère des finances, le paiement de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) suspendue en 2023 a repris début 2024. C'est ce qui justifie cette hausse ». Il tient néanmoins à rencontrer les responsables commerciaux de ces entreprises pour négocier ne fût-ce qu'une petite réduction des prix et soulager la population asphyxiée.

La DGI demande aux petites entreprises de déclarer et payer l'impôt sur le bénéfice et profits. La DGI précise dans sa note que ces impôts concernent les petites entreprises dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 10 et 80 millions de Franc congolais. Elle souligne en outre que cela relève des centres d'impôts synthétiques sur l'ensemble du territoire national. « La quotité de 60% susvisée est calculée sur le montant de l'impôt sur les bénéfices et profits dont le taux est fixé à 1% du chiffre d'affaires déclaré de l'année 2023, s'agissant des activités de vente ou à 2% du chiffre d'affaires déclaré de la même période pour ce qui est des activités de prestation des services ». La Direction générale des impôts, conclut sa note en rappelant que tout paiement qui interviendra au-delà de l'échéance prévue soit le 31 janvier 2024, sera assorti de pénalités de recouvrement, conformément à la loi.

Kamerhe à propos du poste du Premier ministre et du président de l'Assemblée nationale : « Je ne suis pas candidat ». Le ministre de l'Economie, Vital Kamerhe, élu de la ville de Bukavu au Sud-Kivu, promet, comme député national, être porteur de la voix du peuple. « Comme député, je vais défendre les desideratas du peuple. Nous sommes regroupés au sein du Pacte pour un Congo retrouvé (PCR) pour faire monter des valeurs et voir comment nous allons remonter les 6 priorités du chef de l'Etat déclinées lors de son investiture. Au moment où je vous parle, il y a des commissions qui travaillent sur comment décliner les six priorités présentées par le Président de la République ». Le PCR, cette structure, membre de l'Union sacrée a pour ambition notamment d'apporter le soutien et le renforcement, à travers les élus respectifs de chaque regroupement politique, de la majorité parlementaire durant la législature qui démarre. La PCR vise aussi l'accompagnement du Gouvernement qui en résultera.

Ituri : quarante et un cas de violations des droits humains enregistrés entre octobre et décembre 2023. Dans son rapport publié du 27 janvier, l'ONG Justice Plus affirme que les auteurs de ces violations et abus sont des Djugu, Mahagi, Aru, Irumu et Mambasa. Les atteintes répertoriées sont notamment des extorsions des biens, des incendies des maisons, des meurtres par balle ou à la machette, des arrestations arbitraires, des détentions illégales et enlèvements, des traitements cruels inhumains et dégradants, des cas de torture et de travaux forcés. Toutes fois, l'ONG note une légère baisse de cas de violences par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière au cours duquel quarante-sept cas étaient notifiés et souligne que cette baisse est l'une des conséquences de l'amélioration de la situation sécuritaire dans la partie sud de la province. Ainsi, Justice Plus recommande à l'Etat Congolais de mettre à la disposition des forces de sécurité des moyens nécessaires pour traquer les groupes armés actifs et d'accélérer le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS).

Assemblée nationale : le bureau provisoire installé. Le bureau provisoire de l'Assemblée nationale a été installé ce lundi 29 janvier lors de la plénière inaugurale de cette 4^{ème} législature. Christophe Mboso (81 ans) a été désigné président de ce bureau provisoire de l'Assemblée nationale. Il sera accompagné de Serge Bahati (28 ans) et Aje Matembo Toto Agée (27 ans). Ce bureau est chargé d'une triple mission : la validation du pouvoir des membres de l'Assemblée nationale, l'élaboration et adoption du règlement intérieur de l'Assemblée nationale et l'élection et installation du bureau définitif.

Nord-Kivu : la communauté humanitaire « profondément troublée par les graves atteintes au droit international humanitaire ». Le Coordonnateur humanitaire en RDC, Bruno Lemarquis exprime sa vive préoccupation face à la nouvelle escalade de violence dans la province du Nord-Kivu, notamment à Mweso, où un bombardement dans un quartier résidentiel le 25 janvier a causé la mort de 19 personnes et blessé plus de 20 personnes. Il rappelle toutes les parties au conflit au devoir de protection des populations civiles. Celles-ci ne sauraient être la cible des combats et ont le droit de recevoir les secours appropriés, dit-il. Selon OCHA, les conséquences humanitaires de l'intensification récente des violences sont alarmantes. Environ 8 000 personnes déplacées internes ont trouvé refuge près de l'hôpital de Mweso. Ce qui fait craindre le risque d'un nouveau drame si les combats s'intensifient à proximité de cette installation vitale qui doit être protégée, selon le droit international humanitaire. OCHA évoque le cas de plus de 250 000 personnes qui ont actuellement besoin urgent d'assistance humanitaire dans la zone de santé de Mweso. Plus de 2,5 millions de personnes ont été déplacées au Nord-Kivu à la suite des conflits.

L'assemblée provinciale de Kinshasa interdit au gouverneur d'engager financièrement la ville. Cela, en vue de préserver les intérêts des Kinois d'autant plus que Gentiny Ngobila est sous le coup de poursuites judiciaires du procureur général près la Cour de cassation. Selon le parquet général de cette Cour, une action publique est déjà enclenchée contre les faits de corruption, de fraude, de détention illégale des matériels électoraux et autres.

Mardi 30 janvier.

Jules Alingete aux nouveaux gestionnaires du projet Sicominex : « Ils seront mis sous haute surveillance ». Selon l'inspecteur général des finances beaucoup de Congolais vivaient et se sont enrichis avec cette convention Sicominex. « Maintenant qu'on a renégocié le contrat chinois (ces fonds sont passés de 3 à 7 milliards USD), on a tiré les leçons du passé. Les gens qui seront chargés de suivre tous ces projets, seront mis sous haute surveillance afin que la RDC rentre réellement dans ses droits ». Avec des fonds supplémentaires récupérés, 7.000 km de routes d'intérêt national vont être construites ou réhabilitées. **Du contexte.** Le gouvernement congolais avait manifesté sa volonté de rééquilibrer le « contrat chinois », signé en 2008 par Kinshasa et un groupe d'entreprises chinoises, ayant abouti à la création de la Sicominex. La RDC devait mettre à disposition ses ressources naturelles, contre la construction des infrastructures. D'après le rapport de l'IGF, les minerais extraits du sous-sol peuvent être estimés à 10 milliards alors que les infrastructures construites par la Chine ne dépassent pas les 800 millions de dollars. Pourtant, la convention entre la RDC et la Chine, prévoyait que les entreprises chinoises investissent 3,2 milliards

de dollars dans une mine de cuivre-cobalt et 3 milliards de dollars supplémentaires dans des infrastructures financées par les revenus de la mine. Quinze ans après, des enquêtes de l'Inspection générale des finances (IGF) ont révélé que, ce contrat était déséquilibré et ne profitait pas aux Congolais. C'est dans ce contexte que le Président Félix-Antoine Tshisekedi a décidé de réajuster ce contrat pour non-respect des dispositions de contrat, de l'inexécution des engagements contractuels et de subjectivité dans certains actes posés par les parties. En effet, un seul hôpital a été construit sur les 32 attendus. Il s'agit de l'hôpital du Cinquantenaire à Kinshasa. L'aéroport de Kavumu et celui de Goma n'ont pas été réhabilités comme promis. Autour de 380 km de routes ont été construites ou réhabilitées sur les 7088 Km prévus. Enfin, aucun km de chemin de fer n'a été construit sur les 380 listés.

Guerre au Nord-Kivu : plusieurs bombes tombent sur des cités peuplées à Masisi. Pendant la journée de lundi, des impacts des bombes et quelques dégâts matériels ont été enregistrés dans différents quartiers et dans les champs. Des sources locales affirment qu'une autre bombe est tombée vers Bweremana dans une concession sans exploser, alors qu'à Sake une autre maison a été détruite lundi, sans faire des dégâts humains. Pour les habitants de ces contrées, c'est la terreur. « Nous demandons au Gouvernement de venir en aide aux victimes qui ont perdu leurs maisons et n'ont pas le moyen de les reconstruire, les blessés sont au centre de santé ici à Sake ». Par ailleurs, des affrontements ont été signalés lundi dans la mi-journée entre les rebelles du M23 et les groupes armés ainsi que les Fardc dans la zone de Karuba, Mushaki et Bukombo dans la chefferie de Bahunde.

Ituri : la situation sécuritaire s'améliore dans le territoire d'Irumu (autorité). L'administrateur du territoire, souligne que c'est depuis un an que des opérations conjointes des armées congolaise (Fardc) et ougandaise (UPDF) traquent les rebelles des ADF dans le sud du territoire d'Irumu avec comme résultat, la restauration de la paix dans une grande partie de cette entité. « Dans la chefferie de Walendu Bindi et d'autres localités sur le tronçon Komanda-Luna, ces opérations ont permis à plusieurs habitants qui avaient fui les violences perpétrées par ces inciviques de regagner leurs milieux ». Il estime par ailleurs à 70% le niveau d'amélioration de la situation sécuritaire dans l'entité qu'il dirige et annonce que des opérations se poursuivent en profondeur dans la forêt où « l'ennemi » s'est replié. Parmi les facteurs qui ont favorisé le rétablissement de la paix dans cette partie de la province de l'Ituri, figure aussi la signature des actes d'engagement des groupes armés Tchini ya Tuna et Maï- Maï. Il lance également un appel aux déplacés dont les localités sont déjà sous contrôle des Forces conjointes FARDC-UPDF à regagner leurs villages.

Déraillement d'un train au Kasai-Central : la SNCC s'active à réparer la voie ferrée. Le directeur général de la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC), annonce pour bientôt le début des travaux de réhabilitation sur la voie ferrée, à l'endroit où le déraillement s'est produit. Cette voie est menacée sur toute la ligne par des têtes d'érosions. La Fédération des entreprises du Congo (FEC), s'indigne du fait que la dégradation de la voie ferrée dans cette partie de la province du Kasai-Central date de plusieurs années. Il fustige ce qu'il qualifie de négligence au niveau de la SNCC, avec comme conséquence, l'exposition de la voie aux érosions et ajoute aussi que des constructions anarchiques qui sont érigées autour de cette voie la rendent vulnérable.

ONG DRI se réjouit d'avoir appuyé l'observation citoyenne des élections générales. Dans le cadre de son projet intitulé « Projet d'appui à la coalition pour l'observation nationale des élections au Congo (PACONEC) », l'ONG allemande, Democracy Reporting International (DRI) a doté des ONG congolaises des compétences et des ressources nécessaires pour observer les aspects du processus électoral. A travers ce projet, l'ONG DRI a notamment appuyé la mission citoyenne d'observation électorale "Regard citoyen" qui a observé l'ensemble des opérations électorales. Le Centre de recherche en finances publiques et développement local (CREFDL), partenaire de PACONEC, a procédé à un contrôle et à une analyse minutieuse des dépenses publiques en matière électorale.

Nord-Kivu : des jeunes accusent le M23 de recrutement forcé et crimes graves. Ces jeunes ont rapporté, qu'en plus du recrutement forcé de jeunes, le M23 commet aussi d'autres crimes graves dans certaines régions sous son occupation dans les territoires de Masisi et Rutshuru. Certaines filles affirment avoir été violées. D'autres indiquent avoir été témoins d'exécutions sommaires de plusieurs civils. « J'étais partie au champ avec mes parents, les rebelles du M23 sont arrivés, ils les ont tués pendant qu'ils me violaient », témoigne une jeune fille. « Nous étions à Kishishe, les M23 sont arrivés, ils ont violé des femmes et ont pris des jeunes qu'ils ont tués dans des toilettes ». Les rebelles du M23 occupent plusieurs villages des territoires de Rutshuru et Masisi dans la province du Nord-Kivu.

Mbuji-Mayi : le prix du litre d'essence baisse à la pompe. Il y a deux semaines, le litre se négociait entre 5 800 voire 6000 FC, alors qu'aujourd'hui, il se vend à 5000 FC. Le président de l'Association des importateurs des produits pétroliers justifie cette baisse, d'abord par l'arrivée la semaine dernière à Mbuji-Mayi de plusieurs camions qui s'étaient embourbés sur la RN1 sur les axes Kananga-Mbuji-Mayi et Tshikapa-Kananga. Il explique ensuite que

la baisse du prix de l'essence est aussi dû au changement de leur lieu de ravitaillement : « aujourd'hui, nous achetons le carburant à Moanda (Kongo-Central), là-bas, le prix est un peu plus raisonnable qu'à Lubumbashi ».

Nord-Kivu: l'école primaire Amani lance un S.O.S pour une assistance aux élèves déplacés. Le directeur des études de cet établissement scolaire, révèle que ces élèves déplacés, représentent environ 70% de l'effectif total et manquent de tout. Il rappelle que ces enfants avec leurs familles ont fui leurs localités à Beni et dans la province voisine de l'Ituri, à cause de l'insécurité semée par les rebelles des ADF. « Cette école reçoit en majorité des enfants vulnérables parmi lesquels des orphelins de guerre, des déplacés, des pygmées ». Devant cette surpopulation, l'école manque aussi des moyens pour bien fonctionner. Elle n'a pas suffisamment des bancs ni des matériels didactiques. Il plaide pour une assistance urgente du gouvernement et ses partenaires.

Sud-Kivu : baisse du nombre des malades lépreux en 2023. La province du Sud-Kivu a enregistré 55 cas de lèpre en 2023, contre une centaine les années antérieures. Le Programme national de lutte contre la Lèpre et la tuberculose, (PNLT), rappelle cependant la nécessité de continuer de sensibiliser, de rechercher de nouveaux cas, de prévenir de nouvelles infections, et de traiter les malades qui sont dépistés. Le Sud-Kivu est l'un des foyers de la lèpre en RDC. Le pays reste parmi les quatre au monde qui notifient le nombre le plus important des lépreux.

Nyiragongo : la société civile invite les députés à s'atteler plus « sur la paix et la sécurité ». « Il serait important que nos députés puissent accorder une attention particulière et beaucoup des sérieux sur des questions sensibles notamment la paix et la sécurité. Nous voudrions également les voir multiplier leurs actions parlementaires pour des question de la montée en puissance de nos Fardc et de la PNC pour permettre à ce que nos services de sécurité puissent remettre la paix et la quiétude en province du Nord-Kivu ». Le retour de la paix va permettre à tous les déplacés qui vivent dans différents camps de regagner leurs milieux de vie.

Epidémie de choléra déclarée dans la province du Haut-Katanga. 160 cas avec 16 décès ont déjà été enregistrés.

Pour faire face à cette épidémie, le ministre provincial de la santé, demande aux professionnels des médias, crieurs, mobilisateurs, leaders communautaires, confessions religieuses, organisations de la société civile de sensibiliser la population toute entière sur le danger du choléra et l'importance d'observer les mesures d'hygiène.

La RDC parmi les 15 pays les plus corrompus du monde en 2023, selon Transparency international. Une note qui a inquiété la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (LICOCO). Le président de cette structure, a regretté que la lutte contre la corruption n'ait connu aucune avancée en RDC malgré les initiatives du chef de l'Etat.

Ituri : plus de 1000 jeunes des groupes d'autodéfenses adhèrent au processus de P-DDRCS. Les membres de ce groupe d'autodéfense sont venus en provenance d'une dizaine de localités à environ 60 km de Bunia dont : Pluto, Lodjo, Berunda, Dala, Lalo et Mabanga. Ils ont confirmé leur adhésion au processus de paix en cours et au programme de Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, (P-DDRCS).

Kongolo : lancement de l'opération « Zéro uniforme dans les rues pendant les heures des cours ». Le commandant de la Police à Kongolo, a expliqué décourager le phénomène « Ecole buissonnières » qui, depuis un certain temps, a pris de l'ampleur à Kongolo. Plusieurs élèves préfèrent aller dans des restaurants, dans des débits des boissons ou des hôtels et certains fument du chanvre.

Beni : séparation de 69 mineurs des candidats désireux de rejoindre les Fardc. Les 69 enfants mineurs ont été identifiés par la Monusco au cours d'une opération de vérification et identification des candidats au recrutement par les Fardc. Ils sont âgés de 15 à 17 ans et issus d'un groupe de 786 jeunes candidats, qui affirment avoir fui le recrutement forcé du M23 dans les territoires de Rutshuru et Masisi. La Section Protection de l'Enfant de la Monusco/Beni a remis ces 69 enfants à une ONG locale, partenaire de l'Unicef, pour un soutien psychosocial et une prise en charge transitoire en attendant leur réinsertion familiale.

Des ONG environnementales contre l'exploitation du pétrole dans le lac Albert. Pour ces ONG environnementales, ce projet d'exploitation pétrolière aura un impact néfaste sur l'écosystème de la RDC, notamment la gestion de ces déchets, des digues et bien d'autres aspects. Ce projet pourrait s'étendre jusqu'au lac Eduard dans le parc des Virunga, craignent des environnementalistes. Un autre projet similaire avait déjà été abandonné par le gouvernement congolais, il y a une dizaine d'années, après une pression des ONG.

Goma : les évêques des Grands Lacs s'engagent pour le retour de la paix dans la région. Ces prélats catholiques, membres de l'Association des Conférences Episcopales d'Afrique Centrale (ACEAC) ont révélé à Goma leur idée lors d'un atelier portant sur l'élaboration d'un plan opérationnel pour la paix dans la région. Au-delà

de la prière, ces pasteurs reconnaissent que les populations de la région en général, et celles de l'Est de la RDC en particulier, attendent d'eux plus d'actions pour que la paix revienne, le plus vite. Ensemble, ces évêques vont au cours de cette rencontre, identifier les actions qu'ils vont mettre en œuvre après cette visite.

Ituri : 123 décès recensés parmi les déplacés à Kigonze, Bunia, en 2023. Le président du comité de ces déplacés, a également rapporté que ces déplacés sont dépourvus de tout, et éprouvent d'énormes difficultés pour trouver à manger. Ce qui est, selon lui, à la base des plusieurs cas de décès enregistrés dans ce site. Les plus touchées, sont des enfants et des personnes de troisième âge. Erigé sur un espace de vingt hectares, le site de déplacés de Kigonze héberge plus de 10 000 vulnérables venus du territoire de Djugu, après avoir fui les attaques des hommes armés dans leurs villages depuis 2018.

La société Kibali Gold menacée de fermeture pour violation de la loi sur la sous-traitance. Le directeur général de ce service public, a indiqué qu'une bonne partie de marchés de la sous-traitance de Kibali sont octroyée à la société Kenyane dénommée TCC. Ce qui est contraire à la loi congolaise qui veut que la sous-traitance soit accordée à des sociétés à capitaux majoritairement congolais, soit 51 % des parts. « La société TCCF détient presque 90 % des marchés de Kibali Gold et sous-traite à son tour tous les sous-traitants congolais et prend en retour un pourcentage de 5 % ». Il a ainsi recommandé à Kibali Gold de résilier son contrat avec la société kenyane TCCF. Pour sa part, le responsable pays de Kibali Gold, Cyrille Mutombo a rassuré sur cette question et s'étonne de la sortie médiatique du Dg d Miguel Kashal.

Mercredi 31 janvier.

Tshisekedi : « Aucun dialogue ne peut intervenir avec le Rwanda tant qu'il occupera une portion de notre territoire ». Face au corps diplomatique, le Président Tshisekedi a rappelé la position du pays sur l'agression dont il est victime dans l'Est : « mon gouvernement réitère le caractère non négociable de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC ». Il a rassuré que les Forces armées de la RDC demeureront, quoi qu'il en coûte, commises à la poursuite de l'ennemi jusqu'à son dernier retranchement. « Ce plan demeure la seule voie valable pour un règlement pacifique du conflit qui oppose notre pays à son agresseur la République du Rwanda », a ajouté le Chef de l'Etat de la RDC. Le doyen des ambassadeurs accrédités à Kinshasa a exprimé, au cours de la même cérémonie, la volonté de ses collègues d'accompagner la RDC dans l'installation des institutions post-électorales. Il a également salué la maturité dont les Congolais ont fait montre lors des élections générales de décembre 2023.

Beni : une attaque des ADF fait huit morts à Babila-Baka. Les assaillants ont tué huit civils à l'arme blanche, les victimes revenaient de leurs champs lorsqu'elles les ont croisés. Le président de la société civile, déplore la disparition de plusieurs autres personnes et parle « d'un bilan provisoire », car cette énième attaque a occasionné le déplacement massif de la population en quête d'endroits sécurisés vers les villages voisins. Il plaide pour l'effectivité des opérations conjointes Fardc-UPDF dans cette zone, où les miliciens multiplient ces derniers jours des attaques.

Kasai-Central : des notables demandent l'implication du chef de l'Etat pour développer la province. Ils demandent la remise en état des routes des tronçons Kananga-Tshikapa, Kananga-Kalamba Mbuji, Kananga-Mbuji-Mayi, Kananga-Ilebo. Ils attendent aussi la réalisation de grands travaux pour stopper l'avancée des têtes d'érosions qui menacent la ville de Kananga depuis plusieurs années. Outre les questions liées à la voirie urbaine et nationale, la relance des travaux de la chute de Katende pour électrifier la province fait aussi partie de leur cheval de bataille. Au-delà de toutes ces attentes, ce groupe de notables demande aussi l'implication de Félix-Antoine Tshisekedi pour la réhabilitation des routes de desserte agricole.

Tshopo : clôture des opérations d'identification des victimes des guerres de Kisangani. Dans la province de la Tshopo, le Fonds spécial de répartition de l'indemnisation aux victimes des activités illicites de l'Ouganda en RDC (FRIVAO) a clôturé le lundi 29 janvier dernier les opérations d'enregistrement et d'identification des victimes des guerres de Kisangani. Environ 16 000 personnes figurent sur la liste introduite par la société civile auprès de l'administration de cette structure. Cependant, le FRIVAO a aussi procédé à son niveau à une autre identification individuelle de tous les prétendants. Ce n'est qu'après que les prétendants certifiés seront autorisés à ouvrir des comptes bancaires. Ensuite interviendra l'indemnisation par l'accréditation de ces comptes. Les faussaires ont été mis en garde, car ils s'exposent aux poursuites judiciaires, ont rappelé les deux orateurs.

Kongo-Central : les autorités décrètent un couvre-feu de cinq jours à Kimpese. Cette décision est prise à la suite de la détérioration de la situation sécuritaire depuis quelques jours. Elle vise à permettre aux autorités locales de reprendre le contrôle de la situation. Au cœur des revendications, la population dénonce l'insécurité qui cible depuis quelques jours, les hôpitaux et centres de santé de la cité. Ces manifestations de deux jours qui ont fait 4

morts et plusieurs blessés, sont nées d'un mouvement de ville morte organisé le lundi dernier pour exiger le changement de tous les effectifs de la PNC à Kimpese. La population les soupçonne d'être complices de l'insécurité grandissante qui secoue la cité ces derniers jours.

Huit personnes tuées à la suite de l'attaque d'une église à Oicha par les ADF. Selon le bourgmestre de la commune rurale d'Oicha, les victimes de l'attaque d'hier à Vutchika ont été tuées à l'arme blanche. Il s'agit des adeptes d'une église chrétienne de la place. Elles ont été surprises en plein culte par les assaillants. Au moins trente personnes ont également été prises en otage au cours de cette nouvelle attaque des rebelles des ADF. Cette attaque qui a provoqué un nouveau déplacement de la population vers des endroits supposés sécurisés. Le bourgmestre de la commune rurale d'Oicha, plusieurs familles sollicitent l'accompagnement de l'armée pour se rendre sur le lieu de l'attaque pour tenter de retrouver les membres de leurs familles qui n'ont pas répondu à l'appel.

L'Armée poursuit des bombardements sur des positions des rebelles dans les zones de Karuba, Mushaki et Musekera, à une dizaine de km de Sake. Les Fardc maintiennent la pression pour tenter de déloger les rebelles qui occupent ces localités du groupement Bashali. Deux personnes décédées, 12 blessés graves et 7 maisons détruites.

La ville de Kalemie privée d'eau et de courant depuis cinq jours. La Société nationale d'électricité (SNEL) indique que cette panne est consécutive à un défaut sur la ligne de transport d'énergie Bendersa-Kalemie. Elle rassure la population que ses agents sont à pied d'œuvre pour réparer la panne. Mais en attendant, la population recourt à l'eau du lac Tanganyika pour leurs besoins ménagers.

Kasaï-Central : deux de dix évadés du cachot de la PNC rattrapés à Tshimbulu. Ces détenus ont fui les mauvaises conditions carcérales dans ce lieu de détention. « Dix détenus se sont évadés et le matin, 2 ont été rattrapés, alors que les 8 sont partis vers une destination inconnue. Le cachot a une surface d'accueil de 1,50 mètre et alors que la surface d'accueil de ce cachot ne peut pas recevoir au-delà de 5 personnes ». Le coordonnateur de l'ACDHO a indiqué que ces détenus vivent dans des conditions qui ne respectent pas leurs dignités en tant qu'humains.

Grand-Bandundu : la FEC déplore l'érection des barrières illégales à Kikwit. « Nous dénonçons l'érection des barrières illégales de la mairie à l'entrée comme à la sortie de la ville de Kikwit. La Mairie perçoit les taxes de stationnement. Imaginez-vous, un véhicule qui quitte Kinshasa pour la ville de Tshikapa. On va le faire arrêter à l'entrée comme à la sortie de Kikwit pour lui demander la taxe de stationnement. Ce véhicule a stationné où ? », s'est-interrogé le responsable de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) Il est d'avis que la Mairie devrait collecter la taxe de stationnement dans les parkings aménagés et non, en érigeant des barrières illégales.

Haut-Katanga : des coups de feu provoquent le déplacement des populations à Mitwaba. Des sources concordantes rapportent que ces coups de feu ont créé la panique faisant croire à une incursion des miliciens Mai-Mai Bakata Katanga actifs dans la zone. Au regard de l'insécurité récurrente à laquelle fait face la population, la société civile plaide pour le renforcement de la sécurité de ce territoire qui garde encore les séquelles des affres de la guerre causés par des groupes armés, notamment celui de l'ancien seigneur de guerre Gédéon Kyungu Mutanga. Après vérification, il a été prouvé que c'étaient des militaires qui ont tiré plus de trente balles, mais pas une incursion. « C'était la confusion totale ».

Mbuji-Mayi : plus de 400 marchandes s'opposent à leur délocalisation aux stands de l'Etat. Plus de 400 marchandes qui étalent leurs marchandises devant l'Hôpital général de référence de Dipumba et sur l'avenue Salongo, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) s'opposent à leur délocalisation aux stands de l'Etat. Malgré l'expiration, ce mercredi 31 janvier, de l'ultimatum de deux jours leur accordé par l'Etat, ces femmes commerçantes continuent de vendre leurs produits le long de route. Ces femmes estiment que ces stands sont insuffisants et l'endroit indiqué présente des risques à la vie humaine. D'autres estiment que le lieu n'est pas indiqué : « Lorsqu'il pleut, les eaux de ruissellement passent par là en grande quantité. Ça peut nous emporter ».

Tshopo : au moins 18 écoles fermées depuis 8 mois à la suite du conflit ethnique Mbole-Lengola à Ubundu. A la base, le départ des enseignants de ces milieux à la suite de ce conflit ayant coûté la vie à de nombreux enseignants et élèves de ce coin. Sur l'axe Bakumu-Mangongo, 12 écoles seulement sont opérationnelles sur les 24 existantes. Du côté du secteur de Walengola-Babira, six écoles sur 18 ne fonctionnent pas, faute du personnel. Hormis le secteur scolaire, ce conflit touche également le secteur de la santé : « Il y a aussi des postes de santé, des centres de santé où il n'y a pas d'infirmiers. Ils ont quitté leurs milieux pour se sauver. ... ».

Kinshasa : lancement du programme de recrutement professionnel « Vodacom Elite ». Le programme "Vodacom Elite" s'adresse spécifiquement aux jeunes diplômés ayant obtenu leur baccalauréat dans l'année en

cours ou l'année précédente et qui ont 30 ans ou moins. En se concentrant sur ce groupe spécifique, Vodacom Congo se propose d'exploiter le potentiel des nouveaux talents et à leur donner les moyens de se lancer dans une carrière enrichissante avec plusieurs perspectives et opportunités d'avenir. Pour postuler les candidats éligibles doivent s'inscrire en ligne sur le portail <https://opportunities.vodafone.com/Vodacom/job/Kinshasa-Graduate-officer> entre le 30 janvier et le 11 février 2024. Lors de l'inscription, les candidats sont tenus de fournir leurs informations générales et leurs qualifications académiques pour être pris en compte pour une évaluation plus approfondie.

Les législatives fixées au 5 octobre prochain à Kwamouth, Rutshuru et Masisi. L'enrôlement des électeurs dans ces entités interviendra du 1er au 20 juillet prochain, suivi de la campagne électorale d'un mois avant la tenue de ces scrutins. Ces élections n'avaient pas été organisées dans ces circonscriptions à cause de l'insécurité. Quant aux circonscriptions de Masimanimba (Kwilu) et Yakoma (Nord-Kivu), où les élections avaient été annulées pour fraude, la CENI prévoit d'y organiser les législatives nationales et provinciales le 28 avril prochain.

